



# Conseil économique et social

Distr. générale  
20 septembre 2021  
Français  
Original : anglais

## Session de 2021

23 juillet 2020-22 juillet 2021

Point 17 de l'ordre du jour

**Organisations non gouvernementales**

## **Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2021\***

**(New York, du 30 août au 10 septembre et le 17 septembre 2021)**

### *Résumé*

À la reprise de sa session de 2021, qui s'est tenue du 30 août au 10 septembre et le 17 septembre 2021, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 651 demandes d'admission au statut consultatif, y compris 387 demandes dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 264 organisations, a reporté l'examen de 320 demandes à la reprise de sa session de 2022 et a clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 65 organisations qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées à deux sessions consécutives. Le Comité était par ailleurs saisi d'une demande de reclassement dont il avait reporté l'examen lors d'une session précédente et qu'il a close sans préjudice de nouvelles demandes. Il a examiné sept demandes de changement de nom et pris acte de sept d'entre elles. Il a également pris note de 323 des 407 rapports quadriennaux dont il était saisi. Le Comité a entendu les représentantes et représentants de 17 des organisations non gouvernementales qui assistaient à la session.

Le présent rapport contient sept projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

a) D'accorder le statut consultatif spécial à 264 organisations non gouvernementales ;

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (26 octobre 2021) ; document paru initialement sous la cote [E/2021/32 \(Part II\)](#).



b) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de sept organisations non gouvernementales ;

c) De noter que le Comité a décidé de prendre acte des rapports quadriennaux de 323 organisations non gouvernementales, dont des rapports nouveaux ou déjà présentés ;

d) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du fait que les organisations non gouvernementales ci-après ont retiré leur demande d'admission au statut consultatif : Democracy Reporting International, gGmbH et Arab Program for Human Rights Activists ;

e) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 65 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu aux questions qui leur ont été posées à deux sessions consécutives ;

f) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, la demande de reclassement présentée par Widows for Peace through Democracy.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil économique et social déciderait de retirer le statut consultatif à neuf organisations non gouvernementales.

Aux termes du projet de décision III, le Conseil déciderait de suspendre, pour une période d'un an, le statut consultatif de 219 organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance.

Aux termes du projet de décision IV, le Conseil déciderait de réadmettre au statut consultatif 48 organisations qui ont présenté leurs rapports quadriennaux restés jusque-là en souffrance.

Aux termes du projet de décision V, le Conseil déciderait de retirer le statut consultatif aux 139 organisations non gouvernementales qui n'ont toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance.

Aux termes du projet de décision VI, le Conseil approuverait l'ordre du jour provisoire de la session de 2022 du Comité.

Aux termes du projet de décision VII, le Conseil prendrait note du présent rapport.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention . . . . .	5
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption. . . . .	5
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement, demandes de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales . . . . .	5
Projet de décision II	
Retrait du statut consultatif de neuf organisations non gouvernementales . . . . .	24
Projet de décision III	
Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social. . . . .	24
Projet de décision IV	
Réadmission au statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil . . . . .	31
Projet de décision V	
Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social . . . . .	33
Projet de décision VI	
Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2022 du Comité chargé des organisations non gouvernementales . . . . .	37
Projet de décision VII	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2021. . . . .	38
II. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales . . . . .	38
A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures . . . . .	39
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif . . . . .	49
III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et questions connexes diverses . . . . .	57
A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la session ordinaire du Comité . . . . .	58
B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil. . . . .	61
C. Questions connexes diverses . . . . .	61
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat ; examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil ; et Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG . . . . .	61

V.	Examen des rapports spéciaux et plaintes d'États Membres . . . . .	62
VI.	Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2022 du Comité . . . . .	74
VII.	Organisation de la session . . . . .	74
	A. Ouverture et durée de la session . . . . .	74
	B. Participation . . . . .	80
	C. Élection du Bureau . . . . .	80
	D. Ordre du jour . . . . .	80
VIII.	Adoption du rapport du Comité sur les travaux de la reprise de sa session de 2021 . . . . .	81

## I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

### Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

#### Projet de décision I

#### **Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement, demandes de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales**

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif spécial aux 264 organisations non gouvernementales ci-après :

A Chance in Life, Inc.

Achievers Mission Foundation

Action contre les violations des droits des personnes vulnérables

Action pour le développement du Sahel (ADESA)

Adhyatma Vigyan Satsang Kendra, Jodhpur

Adivasi Yuva Seva Sangh

Africa Women Innovation and Entrepreneurship Forum

Africa-Europe Diaspora Development Platform

African Heritage Women in Education and Empowerment

African Sisters Education Collaborative

Ajemalebu Self Help (AJESH)

Al Gora Community Development Association

Al-Shafa'a Humanitarian Organization

All-Ukrainian Charitable Organization « All-Ukrainian Network of People Living with HIV/AIDS »

Asia-Pacific Entrepreneur Associate Chamber of Commerce

Asociación Cultural para el Desarrollo Integral (ACDI)

Asociación Latinoamericana para los Derechos Humanos

Associação dos Agentes de Saúde do Estado da Bahia

Association des 3 hérissons

Association espoir pour les jeunes Batwa/Hope for Youth Batwa

Association femmes leadership et développement durable (AFLED)

Association for Solidarity with Asylum Seekers and Migrants

Association of Disabled People of Uzbekistan

Association of Iranian Short-Statured Adults

Association pour le développement économique et social du Lac (ADESOL)  
Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)  
Association voix libres  
ASTM International  
Australasian Explosives Industry Safety Group, Incorporated  
Autonomous Non-Profit Organization for Promoting the Implementation of Education, Science and Culture Programs « Academic Mobility Center »  
Awtad Organization for Combating Corruption  
Bangladesh American Society of Muslim Aid for Humanity, Inc.  
Batonga Foundation  
Belady US: An Island for Humanity  
Bella Foundation for Child and Maternal Care  
Betty Anyanwu-Akeredolu Foundation  
Bishop Dennis Ng Victory Ministries Foundation, Limited  
Calvary Foundation International  
Campaign for Tobacco-Free Kids  
Campus Salute, ONLUS  
Canadian Women's Foundation/Fondation canadienne des femmes  
Cecilia Nkemakolam Foundation  
Centre for Rights Education and Awareness (CREAW)  
Centro Studi ed Iniziative Culturali « Pio La Torre»  
Cercle d'action pour le développement des personnes handicapées, enfants et femmes – international  
Children of War Foundation  
China Chamber of International Commerce  
Citizen Outreach Coalition  
Coalition des volontaires pour la paix et le développement  
Commonwealth Association of Architects  
Community Economic and Environmental Rights Initiative  
Conflict Dynamics International, Inc.  
Convention pour le bien-être social  
Coordination africaine des droits de l'homme pour les armées (CADHA)  
Cosmos Ndukwe Foundation  
Croissant vert Sénégal  
Dels Foundation  
Denis Miki Foundation  
Development Assistance International, Inc.

Development Educational Foundation – Ghana  
Dimdim Humanitarian Relief Foundation  
Divine Act Charitable Trust  
Dr. Denis Mukwege Foundation  
Dr. Vivian Uduehi Medical Foundation, Limited by Guarantee  
Dynamique Gender, ONGD international  
El Hak Foundation for Freedom of Expression and Human Rights  
Elternkreis Wien, Verein zur Förderung der Selbsthilfe für Angehörige von Suchtkranken  
Emerging Leaders for Clean Energy/Leaders émergents pour l'énergie propre  
Eminence Associates for Social Development  
Emirates Motorsport Organization  
Emma & Grace Education Foundation  
Entrepreneurs Council of India  
Environmental and Rural Mediation Center  
Etihad Peace Minorities Welfare Foundation  
Europäisch-Arabische Initiative für Wiederaufbau und Entwicklung (kurz EARD)/European-Arab Initiative for Reconstruction and Development (EARD)  
Europe and Central Asia Comparative Education Society, Non-Profit Organization  
Every Casualty Worldwide  
FABE International Foundation  
Faithful Path International Ministries  
Family Health Options Kenya  
Fédération des organisations non gouvernementales au Togo (FONGTO)  
Fédération européenne des emplois de la famille  
Fédération internationale des véhicules anciens  
Feekr Organization for Dialogue and Human Rights Defense  
Fin de la Esclavitud, Asociación Civil  
Fondation Durane  
Fonds pour les femmes congolaises  
Force juvénile pour un avenir rassurant  
Forsports Foundation  
Forum des femmes autochtones du Cameroun (FFAC)  
Forum for Women, Law and Development  
Freedom for Immigrants  
Friends of the Danbury Museum & Historical Society Authority, Inc.  
Fundación Bancaria Caixa d'Estalvis i Pensions de Barcelona, « la Caixa »

Fundación MarViva  
Fundación para la Promoción de los Derechos de Accesibilidad y Visibilidad –  
Visibilia  
Fundación Sonrisas de Bombay  
Gambia House  
GIN-SSOGIE, NPC  
Girl Vow, Inc.  
Glimmer of Hope Organization  
Global Alliance of SMEs, Inc.  
Global Center on Cooperative Security, Inc.  
Global Confederation for Promotion and Development, Inc.  
Global Fishing Watch, Inc.  
Global Integrated Education Volunteers Association  
Global Interactions, Inc.  
Global Peace and Development Association  
Grae Matta Foundation  
Green Earth Organization  
Green Mentoring and Solutions, Private Limited  
Home Makers Women Development Initiative  
Hope for a Better Future (H4BF)  
Human Rights and Grassroots Development Society  
Human Rights for All, Pty Limited  
Human Rights Solidarity Organization  
ICV Group, Inc.  
Independent International Legal Advocates  
Indigenous Advanced Education and Skills Council  
Indigenous Movement for Peace Advancement and Conflict Transformation  
Registered Trustees (IMPACT)  
Institute of Leadership and Development  
International Association of Geophysical Contractors  
International Coalition of Fisheries Associations, Inc.  
International Communities Organisation, Limited  
International Disability and Development Consortium  
International Foundation Witnesses of Ashoora  
International Medical Corps  
International Medical Crisis Response Alliance, Direct Operation  
International Silambam Committee



International Women's Development Agency, Inc.  
Iranian Anti-Tobacco Association  
Iraqi Journalists' Rights Defense Association  
Jeju Olle Foundation  
Jeunesse et emplois verts pour une économie verte  
Judicial Administrative Drug Rehabilitation Association of China  
Justice & Rights Initiative  
Korean Disability Forum  
Krida Vikas Sanstha, Nagpur  
Last Mile Health  
LG Electronics Union  
Liberty and Rights Advocacy Organisation  
Machshava Tova  
Mac-Jim Foundation  
Madinaty  
Male Champions of Change, Limited  
Medical Support Association for Underprivileged Iranian Patients  
Men End FGM Foundation  
MenEngage Global Alliance  
Merry Year International  
Michael and Francisca Foundation  
Ministère de l'évangile pour tous – Centres évangéliques inter viens et vois  
Moon Village Association (MVA)  
mothers2mothers South Africa, Association Incorporated under Section 21  
Nadam Foundation  
National Association of Seadogs  
National Campaign for Sustainable Development Nepal  
National Foundation for Development and Humanitarian Response  
National Ocean Policy Coalition  
National Peace Corps Association  
New Barrackpore Samaj Bandhu Welfare Organization  
Niger Delta Womens Forum, Limited by Guarantee  
No Food Waste  
North America Photography Association  
Observatoire de gestion de la formation et administration scolaire  
Observatorio Mexicano de Derechos Humanos, AC

Omonijuku Foundation  
Onelife Initiative for Human Development  
Organisation européenne non gouvernementale des sports (ENGSO)  
Orr Shalom for Children and Youth at Risk, Ltd., PBC  
Our Lady of Perpetual Help Initiative  
Pan African Girl Child Education Foundation  
Pan American Union of Engineers (UPADI)  
Parents' Union On Net  
Pastoralist Child Foundation, Inc.  
Peace and Conflict Science Institute (PACS Institute)  
Peace Track Initiative  
Persatuan Pakatan Berintegriti Sabah/Sabah Integrity Alliance Association (SINAR)  
Pesticide Action Network India  
Physicians for Responsible Opioid Prescribing, Inc.  
Places for People Group, Limited  
Plant Trust  
Plateforme océan et climat  
Population Matters  
Poverty Reduction Initiative  
Prime Diamond Initiative for Community Health  
Prime Initiative for Green Development  
Proactive Gender Initiatives  
Progetto Alfa Cultural Association  
Protsahan India Foundation  
Public Association « Green Crescent Society »  
Public Association « Zhasylai »  
Public Interest Incorporated Foundation « The Foundation for Global Children »  
Purposeful Productions  
Rawsam Human Development Center  
Red Solidaria Década contra la Impunidad, AC  
Regis Jesuit High School Corporation  
Rescue Mission for Street Life, Limited by Guarantee  
Réseau d'association de ma ville  
Réseau des femmes pour les droits environnementaux au Mali  
RET Germany, eV  
Rwanga Foundation (RF)

SAF-Teso  
Safe Care Trust International  
SAFE Coalition for Human Rights  
Sanya Public Diplomacy Institute  
Sargakshetra Charitable Trust  
Shaanxi Patriotic Volunteer Association  
Shree Maruti Gram Vikash Trust  
Sierra Leone Autistic Society  
Sınırlı Sorumlu Kalkınma Atölyesi Bilim, Kültür, Eğitim, Araştırma, Uygulama, Üretim ve İşletme Kooperatifi  
Society for Cognition of Science and Art for Quality Welfare, Sustenance, Livelihood and Economic Development of the Poor (SCOSAQ)  
Society without Violence, Non-Governmental Organization  
Solidarité des jeunes filles pour l'éducation et l'intégration socioprofessionnelle (SOJFEP)  
Solidarity Health Foundation (SHF-CIG)  
Southeast Asia Sexual Orientation, Gender Identity and Expression Caucus, Inc. (ASC)  
Spoon Foundation  
Spreeha Bangladesh Foundation  
Stichting Women's Initiatives for Gender Justice  
Sudanese Green Crescent Society (SGCS)  
Sugur Development Agency, an Indigenous NGO (SDA)  
Talklove Africa Foundation  
Technology Motivation Empowerment Organization  
Teere  
Telluride Flights Worldwide Children's Relief Fund  
The Amal Alliance, Inc.  
The Bridge Foundation for Youth Leadership  
The Elders Foundation  
The Environmental Association for Universities and Colleges  
The Green Hat International, NPO  
The HALO Trust  
The Individual Initiative for Human Rights  
The International Humanitarian Society for Development without Borders  
The Volunteer Connection  
The World Community Service Centre  
Themis – Gender, Justice and Human Rights

Tripla Difesa Onlus Guardie – Sicurezza Sociale e Ecozoofila  
Union Nations Federation  
United World against Diabetes  
Universal Versatile Society Nagathana, Ta./Dist.: Washim  
Value Health Africa  
Vision International for Needed Children, Inc.  
Vision mondiale de la santé (VIM'S)  
Vision Spring Initiatives, Ltd./Gte.  
Volunteer Partnerships for West Africa  
Walking in Solidarity Group  
Wedad International Foundation  
WO=MEN – Dutch Gender Platform  
Women Access to Relief and Development Actions  
Women against Violence and Exploitation Foundation  
Women for a Change, Cameroon  
Women for Peace and Democracy – Nepal  
Women in Distress Organisation  
Women's Centers International  
WomenOne, Ltd.  
World Association for Sexual Health  
World Eco-Design Conference  
World Fund for Development and Planning (WFDP)  
World LPG Association  
World Vision National Research and Resource Management, Nepal  
Your Hope Line  
Youth Alive Foundation  
Youth Leaders Foundation  
Youth Parliament for SDG  
Zeleni Polumjesec (Green Crescent)

b) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des sept organisations non gouvernementales suivantes :

Canterbury Business Association, Incorporated (statut consultatif spécial, 2015) en Canterbury & New Zealand Business Association, Incorporated

Foundation for Preventing Youth Violence (FPYV) (statut consultatif spécial, 2009) en The Blue Tree Foundation

Foundation for the Child and the Family (statut consultatif spécial, 2004) en Marianna V. Vardinoyannis Foundation

Gain International (statut consultatif spécial, 2016) en Unto, Inc.

Hope for Education (statut consultatif spécial, 2017) en Campus Watch

Observatoire international pour la non violence – Communes des nations pour la paix (statut consultatif spécial, 2014) en Observatoire international – communes des nations pour la paix pour le développement en commun des communes pour la non-violence section anti-terroriste

UNESCO Centre of Catalonia (statut consultatif spécial, 2007) en Associació CATESCO/Catalonia for Education, Science and Culture Organization

c) De noter que le Comité a décidé de prendre acte des rapports quadriennaux présentés par les 323 organisations non gouvernementales ci-après<sup>1</sup> :

Abantu for Development /People for Development (2015-2018)

Academy of Mining Sciences

Action communautaire femme et enfant

Action jeunesse pour le développement

Action pour la protection des droits de l’homme en Mauritanie

Action pour le développement humain au Congo

Africa culture internationale

Africa Unite

African Aid Organization

African British Returnees International, Ltd. (2015-2018)

African Development Association

African Women’s Development & Communication Network (FEMNET)

Agence de développement économique et culturel Nord-Sud

Agence pour le développement intégré au Congo

Agency for Health and Food Security

Aging Research Center

Al Manarah – Association for Arab Persons with Disabilities

Alan Guttmacher Institute

All India Christian Council

Alliance for Africa, Ltd./Gte.

Alliance globale contre les mutilations génitales féminines

Anaja – l’Éternel a répondu

Apne Aap Women World Wide (India) Trust

Arab Commission for Human Rights

Arab Penal Reform Organization

Ariel Foundation International

Asia Indigenous Peoples Pact

Asociación Civil Hecho por Nosotros

<sup>1</sup> Les rapports concernent la période 2016-2019, sauf indication contraire entre parenthèses.

Asociación de Federaciones y Asociaciones de Empresarias del Mediterráneo (2015-2018)

Association Bharathi centre culturel franco-tamoul

Association de l'intervention pour les mères

Association des étudiants tamouls de France

Association des jeunes engagés pour l'action humanitaire (AJEAH)

Association des jeunes pour l'agriculture du Mali

Association du développement et de la promotion des droits de l'homme

Association Dunenyó

Association Elmostakbell pour le développement

Association for Reproductive and Family Health (ARFH) (2015-2018)

Association for Social and Environmental Development

Association for the Prevention of Torture

Association Genève

Association « Graines de paix »

Association internationale de la libre pensée

Association internationale pour l'égalité des femmes

Association locale pour le développement intégral

Association malienne de savoir construire (AMSC)

Association mauritanienne pour la promotion des droits de l'homme

Association nationale de promotion et de protection des droits de l'homme

Association of Global South Studies (AGSS) (2015-2018)

Association of Iranian Jurists Defending Human Rights

Association of War-Affected Women (2015-2018)

Association of World Reindeer Herders (2015-2018)

Association on American Indian Affairs, Inc.

Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi

Association pour le développement humain en Mauritanie

Association Saemaul Undong Burundi

Association togolaise « Femmes et sida » (ATFS)

Association « Un enfant un cartable » du Burkina Faso

Associazione Bambini Senza Sbarre, ONLUS

Athletes United for Peace (2015-2018)

Baltic Sea Forum, eV

Beautiful Mind

Belgrade Centre for Human Rights (2015-2018)

Bridge to Turkiye

Bunyard Literacy Community Council (2015-2018)  
Bureau pour la croissance intégrale et la dignité de l'enfant  
Carter Center, Inc.  
Católicas por el Derecho a Decidir (2009-2012)  
Center for Development of Civil Society (2014-2017)  
Center for Family Studies  
Center for International Human Rights  
Centre for Social Research  
Centro UNESCO de Donostia-San Sebastián  
Cercle de recherche sur les droits et les devoirs de la personne humaine  
Cesvi Fondazione  
Chabad – International Jewish Educational and Cultural Network  
Chamber of Computer Logistics People Worldwide  
Change Human's Life  
Chicago TASC, Inc.  
Children of China Pediatrics Foundation, PSC  
China Green Foundation (2015-2018)  
Christian Associations of Italian Laborers (USA), Inc. (ACLI)  
Christian Conference of Asia  
CityNet: Regional Network of Local Authorities for the Management of Human Settlements (2015-2018)  
College of the Atlantic  
Comité/Club UNESCO universitaire pour la lutte contre la drogue et les autres pandémies (CLUCOD)  
Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches  
Community Anti-Drug Coalitions of America (CADCA) (2015-2018)  
Compagnons d'action pour le développement familial  
Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito (2015-2018)  
Congress of Aboriginal Peoples  
Coordination française du lobby européen des femmes  
Corporación Excelencia en la Justicia  
Corps de réflexion et de planification pour l'utilité sociale (CORPUS)  
Council for International Development (2015-2018)  
« Coup de pouce » Chaîne de l'espoir Nord-Sud (CDP-CENS)  
Covenant House (2015-2018)  
Covenant International University and Seminary, Inc.

David M. Kennedy Center for International Studies (2015-2018)

Dayemi Foundation

Days for Girls International

Development and Relief Foundation

Digital Opportunity Trust

Droit à l'énergie SOS futur

Dutch Council for Refugees/VluchtelingenWerk Nederland

Earth Charter Associates, Ltd.

Earth Day Network, Inc.

East Eagle Foundation

Eastern African Sub-Regional Support Initiative for the Advancement of Women

Ensemble contre la peine de mort

Enviroic Foundation International

Environmental Development Action in the Third World

Euromontana – European Association for Mountain Areas (2015-2018)

European Centre for Law and Justice/Centre européen pour le droit, la justice et les droits de l'homme (2015-2018)

Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos

Federación Estatal de Lesbianas, Gays, Transexuales y Bisexuales (FELGT)/Lesbian, Gay, Transgender and Bisexual State Federation

FESTHES « Festival pour la santé »

Fondation des œuvres pour la solidarité et le bien-être social, ONG (FOSBES)

Fondation Ngangambi

Fondation Ostad Elahi : éthique et solidarité humaine

Fondazione GEM

Fondazione Giovanni e Francesca Falcone/ Giovanni e Francesca Falcone Foundation

Fondazione Rosselli

Food & Water Watch

FORUT – Solidaritetsaksjon for Utvikling

Foundation ECPAT International (End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking in Children for Sexual Purposes)

Foundation for Human Horizon

Foundation for Human Rights and Freedoms and Humanitarian Relief

Foundation for Subjective Experience and Research

France volontaires

Frontline AIDS, Ltd.

Fundación BBVA para las Microfinanzas



Fundación Instituto Psicopedagógico Uruguayo  
Fundación Lobbying Social  
Fundamental Human Rights & Rural Development Association  
General Research Institute on the Convention on the Rights of the Child  
Global Action on Aging (2015-2018)  
Global Alliance for Improved Nutrition  
Global Eco-Village Network  
Global Health Foundation  
Global Policy Forum  
Globe Aware  
Grupo Ecológico Sierra Gorda, IAP  
Health and Environment Program (HEP)  
Hong Kong Federation of Women  
Housing Works, Inc.  
ICW Global: Comunidad Internacional de Mujeres viviendo con VIH-SIDA, Asociación Civil  
Ideosync Media Combine  
IDP Foundation, Inc.  
Impact for Change and Development, Limited by Guarantee  
Indian Development Foundation  
Initiative d'opposition contre les discours extrémistes  
Initiative féministe euroméditerranéenne (IFE-EFI)  
Institut Jules-Destrée  
Institute for Multicultural Communications, Cooperation and Development, Inc.  
Institute for the Development in Education, Arts and Leisure  
Institute of International Social Development  
Institute of Noahide Code (2015-2018)  
Institute of Social Studies Trust  
Instituto Igarapé  
Inter-American Statistical Institute  
Intercambios, Asociación Civil  
Intercontinental Network for the Promotion of the Social Solidarity Economy  
International Alliance of Patients' Organizations (2014-2017)  
International Association against Painful Experiments on Animals  
International Association for Media and Communication Research  
International Association of Homes and Services for the Ageing (2015-2018)  
International Association of Penal Law

International Commission of Catholic Prison Pastoral Care  
International Confederation for Family Support (2015-2018)  
International Council on Alcohol and Addictions  
International Council on Social Welfare  
International Electrotechnical Commission  
International Federation for Housing and Planning (2015-2018)  
International Federation of Action by Christians for the Abolition of Torture (ACAT) (2015-2018)  
International Federation of Beekeepers' Associations  
International Institute of Humanitarian Law (2015-2018)  
International Lactation Consultant Association  
International Muslim Women's Union (2015-2018)  
International Organization for Promoting Public Diplomacy, Science, Education and Youth Cooperation « Eurasian Commonwealth »  
International Organization for Victim Assistance  
International Planned Parenthood Federation (East and South-East Asia and Oceania region) (IPPF ESEAOR) (2015-2018)  
International Press Institute (2013-2016)  
International Radio Emergency Support Coalition (IRESC)  
International Rehabilitation Council for Torture Victims  
International Risk Governance Council (IRGC)  
International Thai Foundation, Ltd. (2015-2018)  
International Veterinary Students Association (IVSA) (2015-2018)  
Inter-Press Service International Association (2015-2018)  
Isät lasten asialla, ry  
Islamic Human Rights Commission (2015-2018)  
Islamic Women's Institute of Iran  
Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR) (2013-2016)  
Jeunesse horizon  
Juristes pour l'enfance  
Kenya Alliance for the Advancement of Children  
Kindernothilfe/Help for Children in Need  
Korea Green Foundation (2015-2018)  
L'observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie (2015-2018)  
La manif pour tous  
LDC Watch  
Le conseil des jeunes congolais de l'étranger (CJCE)

Lebanese Welfare Association for the Handicapped  
Les enfants de Frankie  
Life Ethics Educational Association (2015-2018)  
Luxembourg Income Study  
Manavata  
Martial Arts Academy  
Match International Centre  
Médecins sans frontières (international) (2012-2015)  
Medico International (2014-2017)  
Mother Child Education Foundation  
Mouvement des jeunes pour le réveil et le développement  
Mouvement international d'apostolate des milieux sociaux indépendants  
Muhammadiyah Association (2015-2018)  
Mukono Multi-Purpose Youth Organisation  
National Council of Women in Great Britain  
National Right to Life Educational Trust Fund (2015-2018)  
National Union of the Association of Protection of Motherhood, Childhood and Families (2015-2018)  
Nature Conservancy  
New Generation in Action  
NGO Coordination post Beijing Switzerland  
NGO Sustainability, Inc.  
Ngoma Club  
Nigeria Model United Nations Society  
Norwegian Refugee Council  
ONG ACHE Internacional  
Observatorio Mexicano de la Crisis, Asociación Civil  
Odhikar: Coalition for Human Rights  
Open Data Watch, Inc.  
Ordre des avocats à la Cour de Paris  
Organisation camerounaise pour la protection de l'arbre  
Organisation mondiale des experts-conseils arbitres  
Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale (OCAPROCE internationale)  
Organisation technique européenne du pneumatique et de la jante, ADF  
Organizzazione Mondiale degli Agricoltori (2015-2018)  
Partnership for Human Rights

Partnership for Indigenous Peoples Environment  
Partnership for Justice, Ltd./Gte.  
Peace Education Foundation  
Peace Parks Foundation  
PFI Foundation  
Plateforme pour le développement durable des Caraïbes (PLAC 21)  
Population Connection  
Population Council  
Prison Fellowship International (2015-2018)  
Profesionales por la Ética  
Profugo  
Promotion du développement économique et social (PDES)  
Public Fund « Medialife »  
Public Health Institute  
Redemption Research for Health and Educational Development Society  
Redress Trust (2011-2014)  
Regroupement des jeunes africains pour la démocratie et le développement – section Togo  
Relief International  
Research Centre for Feminist Action/Centro de Investigación para la Acción Femenina (CIPAF)  
Réseau européen pour l'égalité des langues  
Réseau unité pour le développement de Mauritanie  
RESO-Femmes  
Rural Development Organization  
Seventh-day Adventist Church in Canada  
Shoq Te Ndryshem & Te Barabarte  
Simon Wiesenthal Center (2015-2018)  
Sino-American Cultural Council, Inc.  
Sister to Sister International  
Smile Foundation  
Society for Development and Community Empowerment (2015-2018)  
Society for the Protection of the Rights of the Child  
Sodalitas – Association for the Development of Entrepreneurship in Civil Society (2015-2018)  
Solidarité agissante pour le développement familial (SADF)  
Sonke Gender Justice Network (2015-2018)

Sri Ramanuja Mission Trust  
Stichting Confederation of European Maritime Technology Societies  
Stichting Global Reporting Initiative  
Stichting HealthNet International – Transcultural Psychosocial Organization  
Stichting International Center for Ethnobotanical Education, Research & Service  
Stichting Soham Baba Mission  
Stiftung Brot für Alle  
Sveriges Kvinnolobby  
Swisscontact, Schweizerische Stiftung für technische Entwicklungs-  
zusammenarbeit  
Temple of Understanding (2011-2014)  
The Bread of Life Development Foundation  
The Peacemaker Corps Foundation  
The Salamander Trust  
The Sasakawa Peace Foundation  
Tlachinollan: Grupo de Apoyo a los Pueblos Indios de la Montaña  
Tort for Torture Victims Centre (TTVC)  
Tour opération et initiatives  
Tourner la page  
Transparency International (2015-2018)  
Trennungsväter, eV (2015-2018)  
Turkish Economic and Social Studies Foundation (2015-2018)  
Turkish Foundation for Combating Soil Erosion, for Reforestation and the  
Protection of Natural Habitats (TEMA Foundation)  
Umut Foundation  
Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires  
Universalis Matter  
Unnayan Onneshan  
VDE Prüf – und Zertifizierungsinstitut, GmbH  
Victim Support Europe (2015-2018)  
Victorious Youths Movement (2015-2018)  
Vie montante international (VMI)  
Vikash  
Vision GRAM-International  
Voice of Change International  
VR Foundation, Inc.  
WASH United, gGmbH (2015-2018)

Wild Migration, Limited  
Women Advocates Research and Documentation Center (2015-2018)  
Women and Children First UK  
World Association for Supported Employment  
World Childhood Foundation, Inc.  
World Conference of Religions for Peace (2015-2018)  
World Futures Studies Federation (2015-2018)  
World Space Week Association  
World Veterans Federation  
World Vision International  
World Wide Web Foundation  
Worldwide Organization for Women (2015-2018)  
Young Professionals Forum  
Youth Organisations for Drug Action  
Youth Service America  
Yugoslav Youth Association against AIDS: Youth of JAZAS  
Zaka Rescue and Recovery

d) De noter que les organisations non gouvernementales ci-après ont retiré leur demande d'admission au statut consultatif : Democracy Reporting International, gGmbH et Arab Program for Human Rights Activists.

e) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 65 organisations ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions posées par le Comité malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Advocacy, Research, Training and Services Foundation (ARTS Foundation)  
Al-Mada Organization for Development and Strategic Studies  
Al-Rafah – Welfare Association in Kafr Bara, RA  
Anti-Corruption Foundation  
Asamblea Permanente por los Derechos Humanos – La Matanza  
Association assalam pour le développement social  
Association pour la promotion des droits humains (APDH)  
Baloch Voice Association  
Beijing Volunteer Service Federation  
Canadian Human Rights International Organization (CHRIO)  
Central Board of Computer & Technical Education  
Centre for Environmental Justice, Limited by Guarantee  
Child Foundation (USA)  
Congrès national des Arméniens occidentaux (CNAO)

Drug Free Pakistan Foundation  
Engraced Royale International Foundation  
Ensar Vakfi  
French Refugee Council  
Green Voice International  
Harvard International Relations Council, Inc.  
Hugh O'Brian Youth Leadership  
Institute of Rural Management  
International Child Rights Center  
International Commission on Violence against Women and Girls, Inc.  
International Economic Organization World Distribution Federation (WDF)  
International Organisation to Preserve Human Rights, Ltd.  
Internet sans frontières  
Justice Foundation for Development & Human Rights  
Kaarvan Crafts Foundation  
Kurdistan Institute for Human Rights  
Le collectif de la paix au Sri Lanka  
Lebanon Support  
Les femmes Michif Otipemisiwak  
MAA International, Ltd.  
Médecins du monde/Dokters van de Wereld  
National Agro Foundation  
National Youth Organization of Pakistan, Inc.  
Objective – TV and Broadcasting Company  
Palestinian Working Woman Society for Development/Al-Mar'a Al-Amelah Al-Felstinia Lel-Tanmia  
Penny Appeal  
PowHer New York, Inc.  
Rahma Relief Foundation  
Réseau des droits humains du Kurdistan (RDHK)/Kurdistan Human Rights Network (KHRN)  
RET Americas, Inc.  
Senaapathy Kangayam Cattle Research Foundation  
Serve Happiness Foundation  
Sex & Samfund  
Sheikha Al Thani for Underprivileged Children  
Shurat HaDin, RA

Sinergia  
Skills and Empowerment Foundation  
Society of Social Psychiatry and Mental Health  
Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral  
Solidarités international  
Sri Lanka Press Institute  
Tax Justice Network  
The Global Initiative to End all Corporal Punishment of Children, Limited  
The Institute for Zionist Strategies, RA  
The YP Foundation  
Together for Girls, Inc.  
Turan Information Agency, Limited Liability Company  
United National Organization of Human Rights  
United Sikhs  
Women of Vision  
Youth of United Nations Association of Tanzania

f) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, la demande de reclassement présentée par Widows for Peace through Democracy.

### **Projet de décision II**

#### **Retrait du statut consultatif de neuf organisations non gouvernementales**

Le Conseil économique et social décide de retirer le statut consultatif aux neuf organisations non gouvernementales suivantes :

Al-Birr & Al-Tawasul Organization  
Al Zubair Charity Foundation  
Global Health Foundation  
International Peace and Development Organization  
Ma'arij Foundation for Peace and Development  
Sanad Charity Foundation  
Society Studies Centre  
Sudanese Women General Union  
Women Research Center

### **Projet de décision III**

#### **Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social**

Ayant confirmé, à la reprise de sa session de 2021, que le Secrétariat avait appelé aux organisations non gouvernementales qui n'avaient pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance qu'elles étaient tenues de le faire, leur avait expliqué les conséquences du non-respect de cette obligation après le 1<sup>er</sup> juillet



2021<sup>2</sup> et avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations avaient leur siège, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social décide, en application des dispositions de sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, de suspendre immédiatement, pour une durée d'une année, le statut consultatif des 219 organisations non gouvernementales ci-après, et prie le Secrétaire général d'en aviser les intéressées :

Abiodun Adebayo Welfare Foundation  
 Acclaim Otago, Incorporated  
 Action on Disability and Development  
 Africa Child Policy Forum  
 African Association of Remote Sensing of the Environment  
 African Australian Network Limited  
 African Canadian Legal Clinic  
 Agency for Cooperation and Research in Development (ACORD)  
 Agricultural Missions, Inc.  
 Aid for AIDS International, Inc.  
 Airline Ambassadors International, Inc.  
 Al Zubair Charity Foundation<sup>3</sup>  
 Albert B. Sabin Vaccine Institute, Inc.  
 Alliance nationale des consommateurs et de l'environnement (ANCE)  
 American Arabic Academy of Science and technology, LLC  
 American Association of University Women  
 American Middle East Christians Congress  
 Amizade, Ltd.  
 Art of Living Foundation  
 Asia Pacific Alliance for Disaster Management  
 Asian Disaster Preparedness Center  
 Asian Forum of Parliamentarians on Population and Development  
 Asociación Hispano-Nigeriana para el Desarrollo Industrial y Comercial  
 Asociación Mujeres Unidas para el Microcrédito  
 Asociația Obștească « Centrul Ecologic – Recuperare, Reciclare, Reintegrare »  
 Assemblée delle Donne per lo Sviluppo e la Lotta contro l'Esclusione Sociale (ASDO)

<sup>2</sup> Par sa décision 2021/223, le Conseil a décidé, à titre exceptionnel, de reporter jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2021 la date limite de présentation des rapports quadriennaux des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil.

<sup>3</sup> Le Comité a également décidé de recommander le retrait du statut consultatif de cette organisation au titre du point 7 de l'ordre du jour (voir projet de décision II).

Associação Alfabetização Solidária  
Association aide aux femmes et enfants  
Association jeunesse action développement  
Association Norlha  
Association of Pacific Rim Universities  
Association pour le développement de la société civile angolaise (ADSCA)  
Association tunisienne des droits de l'enfant  
Bakhter Development Network (BDN)  
Bangladesh Friendship Education Society  
Bharat Sevashram Sangha  
« Böyük İpək Yolu » Beynəlxalq Gənclər İttifaqı  
Canadian Federation of Agriculture  
Canterbury Refugee Council, Inc.  
Captive Daughters  
Catholic Medical Mission Board, Inc.  
CCS Disability Action, Incorporated  
Center for Women's Global Leadership  
Centre d'accompagnement des filles désœuvrées  
Centre for Advanced Study on Courts and Tribunals  
Centro UNESCO di Firenze  
Centrul de Resurse Juridice  
Chamber of Commerce, Industry and Production of the Argentine Republic  
Chibuzor Human Resource Development Organization  
Children International  
Climate Action Network Association, eV  
Climate Change Excellence Africa (Climate XL Africa)  
Climate Institute  
Community Centred Conservation (C3)  
Démocratie dans le monde (DDM)  
Development Promotion Group  
Diversity Living Services  
Ecoagriculture International, Inc.  
Egyptian AIDS Society  
Engineers without Borders – USA, Inc.  
ERGO – Európai Regionális Szervezet  
ESIB – The National Union of Students in Europe

Fédération internationale des organisations de donneurs de sang  
Fondation connaissance et Liberté/Fondasyon Konesans ak Libète  
Fondation Monseigneur Emmanuel Kataliko  
Fondation One Drop/One Drop Foundation  
Fondation Tamukwidi Matiti Donatien  
Fonds pour le développement énergétique durable  
Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (FORIM)  
Forum européen pour les Roms et les gens du voyage (FERV)  
Foundation for Sustainable Development  
Fountain House, Inc.  
France terre d'asile  
Franklyn Town Community Development Project, Limited  
Frathekk Foundation, Common Initiative Group (FRAFO-CIG)  
FreeMuslim Association, Inc.  
Fundación Avina  
Fundación Grupo Sólido para la Promoción de los Valores  
Geneva Infant Feeding Association  
Global 2000 International  
Global Energy Initiative, Inc.  
Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction  
Global Social Observatory  
Global Sourcing Council, Inc.  
Global Workers Justice Alliance  
Güçsüzler Yurdu Sakinleri Koruma Yardımlaşma Dayanışma Eğitim ve Kültür Derneği  
HackerNest  
Humanic Relief – Menschen Hilfswerk  
Hunter College Center for Community and Urban Health  
IDEAS Centre  
Indian Trust for Rural Heritage and Development  
Indigenous Information Network  
Initiative for Environment, Health and Social Development  
Innovation: Africa  
Institute for Agriculture and Trade Policy  
Institute for Interreligious Dialogue  
Instituto Internacional de Ciencias Politicas (IICP-IISP)  
International Circle of Faith Chaplaincy Corps, Ltd./Gte.

International Council on Clean Transportation, Inc.  
International Federation of Multimedia Associations  
International Institute for Human Rights, Environment and Development  
International Planned Parenthood Federation (South Asia region)  
International Police Association  
International Youth Hostel Federation  
Isis – International Women’s Information and Communication Service  
Islamic Relief USA  
Islands First, Inc.  
Ius Primi Viri International Association  
Japan Association for Refugees  
JCall – European Jewish Call for Reason  
Jeevan Jyothi Charitable Trust  
Joan B. Kroc Institute for Peace & Justice  
Karna-Subarna Welfare Society  
Kaushalya Gramodyog Sansthan  
Kehitysyhteistyöjärjestöjen EU-yhdistys, ry (KEHYS)/EU-plattformen för  
finländska biståndsorganisationer, rf (KEHYS)  
Kerman Raad  
Klumpfußprojekt Mali – ein Verein zur Klumpfußbekämpfung in Mali, Westafrika  
Korean Assembly for Reunion of Ten Million Separated Families  
Kuwaiti Association for Learning Differences  
Latin American Mining Monitoring Programme  
Lawyers without Borders  
Local Action Organization  
Los Angeles Community Action Network  
Malankara Social Service Society  
Mali Rising Foundation  
Médecins du monde (international)  
Message Welfare Society  
Microclinic International  
Missing Children Global Network, Inc.  
Mission des sociétés d’assurances pour la connaissance et la prévention des risques  
naturels  
Mosquitia Asla Takanka (MASTA)/Unidad de la Mosquitia  
Mother Care Foundation NGO (MOCAF)  
Mountain Institute

Mountain Women Development Organization (MWDO)  
Mundo sin Guerras  
Municipal Art Society of New York  
My Chosen Vessels, Inc.  
Narayan Sewa Sansthan, Inc.  
National Advocates for Pregnant Women, Inc.  
National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs, Inc.  
National Centre for Sustainable Development  
National Coalition against Racial Discrimination  
National Council of Social Welfare  
National Educational, Social and Traditional Knowledge Foundation (NESTFoundation)  
National Engineers Week Foundation  
Nesakkarangal Charitable Trust  
Ngamiland Council of Non-Governmental Organisations  
NGO Coordination Committee for Iraq (NCCI)  
NGO Health Committee, Inc.  
Nimbus Foundation  
ONG Aesadev Togo  
Pacific Disability Forum  
Painted Children UK, Limited  
Palestine Sports for Life  
Palestinian Center for Development and Media Freedoms « MADA »  
Pan European Forest Certification Council  
Partnership for Global Justice  
Partnership Opportunities for Women Empowerment Realization, Ltd./Gte.  
People with Disabilities Uganda  
Phamous Vision  
Plan International (UK)  
Porini Welfare Association  
Press Council  
Project One, Inc.  
Promotion des Yaelima de Dekese  
Rainy River District Women's Shelter of Hope  
Reality of Aid Network  
Red de Educación Popular entre Mujeres (REPEM)  
Rehab Group

Restoration and Healing  
Right to Play  
Rural Development Foundation Global, Ltd.  
Sakyadhita  
Sanad Charity Foundation<sup>4</sup>  
Saratoga Foundation for Women Worldwide, Inc.  
Service for Peace, Inc.  
Shah Maqem Trust  
Shah Satnam Ji Green-S Welfare Force Wing  
Singapore Institute of International Affairs  
Société coopérative des agriculteurs du Cameroun – AGRIPO  
Society Studies Centre « MADA » (SSC « MADA »)<sup>5</sup>  
Somali Women Civil War Survivors  
Sudan Council of Voluntary Agencies (SCOVA)  
Sudanese Organization for Combating Violence against Women & Child (SAO)  
SustainUS, Inc.  
Talented Girl Students Trust (TGST)  
The Children's Investment Fund Foundation (UK)  
The International Alliance of Carer Organizations, Incorporated  
The Iraqi Society for Emergency Medicine  
The MILLA Project, Inc.  
The National YWCA of Korea  
The Sindh Graduates Association  
True Worth Foundation  
Unión Latinoamericana de Ciegos  
Universal Networking Digital Language Foundation  
University of Michigan  
US Green Building Council, Inc.  
US Human Rights Network, Inc.  
US Women Connect  
USA Mali Charitable Association of NYC  
US-Africa Synergy, Inc.  
USC Canada

---

<sup>4</sup> Le Comité a également décidé de recommander le retrait du statut consultatif de cette organisation au titre du point 7 de l'ordre du jour (voir projet de décision II).

<sup>5</sup> Le Comité a également décidé de recommander le retrait du statut consultatif de cette organisation au titre du point 7 de l'ordre du jour (voir projet de décision II).

Victims of Crisis Aid Society  
 Volontari nel Mondo – FOCSIV  
 Wahine Maori Queensland, Inc.  
 WASH Network (SL)  
 Women Deliver, Inc.  
 Women’s Forum Fighting against the Violence on Women/Stree Atyachar Virodhi Parishad  
 Woods Hole Research Center  
 World Education Foundation (WE Foundation)  
 World Family Organization  
 World Heart Federation  
 World Hunger Education Service  
 World Mission Good Seed  
 World Organization of Governance and Competitiveness  
 Young African Leaders Initiative, Limited  
 Young Men’s Hebrew Association of the City of New York  
 Youth for Community Academic and Development Services (YOCADS)  
 Youth for Unity and Voluntary Action

#### **Projet de décision IV**

#### **Réadmission au statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil**

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2021/223 du 20 avril 2021, de réadmettre au statut consultatif les 48 organisations non gouvernementales ci-après, qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance :

Abantu for Development/People for Development  
 African British Returnees International, Ltd.  
 Asociación de Federaciones y Asociaciones de Empresarias del Mediterráneo  
 Association for Reproductive and Family Health (ARFH)  
 Association of Global South Studies (AGSS)  
 Association of World Reindeer Herders  
 Athletes United for Peace  
 Belgrade Centre for Human Rights  
 China Green Foundation  
 CityNet: Regional Network of Local Authorities for the Management of Human Settlements  
 Community Anti-Drug Coalitions of America (CADCA)  
 Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito

Council for International Development  
Covenant House  
David M. Kennedy Center for International Studies  
Euromontana – European Association for Mountain Areas  
France libertés : Fondation Danielle Mitterrand  
Global Action on Aging  
International Association of Homes and Services for the Ageing  
International Confederation for Family Support  
International Federation for Housing and Planning  
International Institute of Humanitarian Law  
International Muslim Women’s Union  
International Planned Parenthood Federation (East and South-East Asia and Oceania region) (IPPF ESEAOR)  
International Thai Foundation, Ltd.  
International Veterinary Students Association (IVSA)  
Inter-Press Service International Association  
Islamic Human Rights Commission  
Korea Green Foundation  
Life Ethics Educational Association  
Muhammadiyah Association  
National Right to Life Educational Trust Fund  
National Union of the Association of Protection of Motherhood, Childhood and Families  
Organizzazione Mondiale degli Agricoltori  
Prison Fellowship International  
Simon Wiesenthal Center  
Sodalitas – Association for the Development of Entrepreneurship in Civil Society  
Sonke Gender Justice Network  
Transparency International  
Trennungsväter, eV  
Turkish Economic and Social Studies Foundation  
Victim Support Europe  
Victorious Youths Movement  
WASH United, gGmbH  
Women Advocates Research and Documentation Center  
World Conference of Religions for Peace  
World Futures Studies Federation  
Worldwide Organization for Women



**Projet de décision V**  
**Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales,**  
**en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social**

Ayant confirmé, à la reprise de sa session de 2021, que le Secrétariat avait rappelé aux organisations non gouvernementales qui n'avaient toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance et dont le statut avait été suspendu par le Conseil économique et social en application de sa décision 2021/223 qu'elles étaient tenues d'établir des rapports, qu'il les avait averties des conséquences du non-respect de cette obligation après le 1<sup>er</sup> juillet 2021 et qu'il avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations avaient leur siège, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2021/223 du 20 avril 2021, de retirer immédiatement le statut consultatif aux 139 organisations non gouvernementales ci-après et prie le Secrétaire général d'en aviser les intéressées :

5th Pillar

Advocates for International Development

Afromedianet

Al-Fidaa Foundation

Alliance for Nuclear Accountability

American Conservative Union

Asayesefid /White Cane

Asian Centre for Organization Research and Development

Asociación Civil ONGD Educación, Ambiente y Territorio

Association de défense des droits de l'homme

Association des consommateurs de télécommunication de Côte d'Ivoire

Association d'intérêt régional (AIR)

Cameroun terre nouvelle

Centre for Budget and Policy Studies

Centro de Estudios de Estado y Sociedad (CEDES)/Center for the Study of State and Society

Child Concern

Child Helpline International

China Society of Administrative Reform

Coalition gaie et lesbienne du Québec

Conference of European Churches

Conservation Force, Inc.

Corrections India

Council for American Students in International Negotiations

Cross-Cultural Solutions

Daytop Village Foundation, Inc.  
Dignity International  
East and Central African Association for Indigenous Rights, Inc.  
Ensemble luttons contre le sida  
Eqüit Institute  
Ethiopian Social Assistance Committee  
Eurasia Reiyukai  
Fairfood International  
Fairtrade Labelling Organizations International, eV  
Federation of Saskatchewan Indian Nations, Inc.  
Feed the Children, Inc.  
Fielding Graduate University  
Fondation Guilé  
Fondation Humanus/Humanus International  
Foreign Mission Board of the National Baptist Convention of the United States of America  
Free Africa Foundation (Ghana)  
Fundación País Libre  
Gadejuristen  
Galkayo Medical Centre (GMC)  
Ganja Agribusiness Association  
Give to Colombia  
Global Exchange  
Global New Car Assessment Programme  
Groupe d'action pour la survie, la santé et l'éducation de la mère et de l'enfant (GASSEME)  
Groupement d'appui aux initiatives économiques des femmes  
Groupement romand d'études des addictions (GREA)  
GS1  
Gulf Research Center Foundation  
Health and Humanitarian Aid Foundation  
Human Rights Defence Centre  
Hunt Alternatives Fund  
Hydroaid – Water for Development Institute  
Inclusion International – International League of Societies for Persons with Mental Handicaps  
Independent Advocacy Project, Ltd./Gte.

Information Habitat : Where Information Lives (IHWIL)  
Initiatives: Women in Development  
International Administrative Science Association  
International Art & Technology Cooperation Organization  
International Association for Volunteer Effort  
International Centre for Trade and Sustainable Development  
International Chamber of Shipping  
International Council for Adult Education  
International Driving Tests Committee  
International Forum for Child Welfare  
International Islamic Committee for Woman and Child  
International Network for Small and Medium-Sized Enterprises  
International Petroleum Industry Environmental Conservation Association  
International Road Safety  
International Social Security Association  
International Trademark Association  
Isfahan Human Rights and Development Organization  
Islamic Chamber Research and Information Center (ICRIC)  
Jana Utthan Pratisthan (JUP)/Academy for Public Upliftment  
Japan Fellowship of Reconciliation/Nihon Yuwa-kai  
Japan Overseas Cooperative Association  
JASMAR Human Security Organization  
Kids Can Free the Children  
Lassalle-Institut  
League of Persons with Disabilities  
Mandat international  
Mentor Foundation  
Minaret of Freedom Institute  
Mountain Area Information Network  
National Association for the Advancement of Colored People  
National Association of Home Builders of the United States  
National Organization for Marriage Education Fund  
National Women's Welfare Society Darwha, District Yavatmal  
Network Movement for Justice and Development  
New Human Rights  
New Seminary

Niger Talents  
NVO « Preporod »  
Oil Change International  
ONG Carbone Guinée  
Peace Family and Media Association  
Peramangk Heritage Association, Incorporated  
Perhaps Kids Meeting Kids Can Make a Difference  
Plan Suomi Säätiö  
Pukar Foundation  
Queensland Association of Independent Legal Services, Inc.  
Resources for the Future, Inc.  
Reyhaneh Nabi Art & Cultural Center  
Rural Women Environmental Protection Association  
Safari Club International Foundation  
Samoa Umbrella for Non-Governmental Organization, Incorporated  
Service and Research Institute on Family and Children  
Several Sources Foundation  
Society for the Protection of Unborn Children  
Southern Diaspora Research and Development Center, Inc.  
Specified Non-Profit Corporation « Health and Global Policy Institute »  
Sri Lanka Anti-Narcotics Association  
St. Joan's International Alliance  
Stichting African Sky  
Sucardif Association  
Sudanese Women General Union<sup>6</sup>  
Support Humanity Organization  
Support to Deprived Peoples (SDP)  
Surfrider Foundation Europe  
The Arab Anti-Corruption Organisation  
The Founders Development Organization Badin  
Toplumsal Haklar ve Araştırmalar Derneği (TOHAD)  
Trakya Kalkınma Derneği  
Trust for Sustainable Livelihoods  
Turkish Philanthropy Funds

---

<sup>6</sup> Le Comité a également décidé de recommander le retrait du statut consultatif de cette organisation au titre du point 7 de l'ordre du jour (voir projet de décision II).

Ukrainian World Congress  
 Umid Support to Social Development Public Union  
 United Deeds/Actions concertées  
 Users and Survivors of Psychiatry in Kenya (USP-K)  
 Visión para el Desarrollo  
 Wittenberg Center for Alternative Resources  
 Women Support Center  
 Women Watch Afrika, Inc.  
 World Fellowship of Buddhists  
 World Togolese Foundation, Inc.  
 WorldTeach, Inc.

### **Projet de décision VI**

#### **Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2022 du Comité chargé des organisations non gouvernementales**

Le Conseil économique et social :

a) Décide que la session ordinaire de 2022 du Comité chargé des organisations non gouvernementales se tiendra du 24 janvier au 2 février et le 14 février et que la reprise de la session aura lieu du 17 au 25 mai et le 7 juin 2022 ;

b) Approuve l'ordre du jour provisoire de la session de 2022 du Comité tel qu'il figure ci-après :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
  - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
  - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement ;
  - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
  - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen a été reporté ;
  - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.

5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
  - a) Processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales ;
  - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
  - c) Questions connexes diverses.
7. Examen des rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2023 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité.

#### **Projet de décision VII**

#### **Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2021**

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2021.

## **II. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales**

2. Le Comité a examiné le point 3) a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures » et le point 3) b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement », de sa 17<sup>e</sup> à sa 27<sup>e</sup> séance, du 30 août au 7 septembre, et de sa 29<sup>e</sup> à sa 32<sup>e</sup> séance, les 8 et 9 septembre. Il était saisi des documents suivants :

a) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures ([E/C.2/2021/CRP.40](#)) et liste des documents contenant les demandes de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de ses sessions antérieures ([E/C.2/2021/CRP.41](#)) ;

b) Mémoires du Secrétaire général relatifs aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales ([E/C.2/2021/R.2/Add.13-34](#)).

## **A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures**

3. Le Comité a examiné le point 3) a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 20<sup>e</sup> à sa 27<sup>e</sup> séance, du 30 août au 7 septembre, et de sa 31<sup>e</sup> à sa 34<sup>e</sup> séance, les 9 et 10 septembre. Il a examiné 387 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

### **Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable**

4. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif spécial aux 74 organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Action contre les violations des droits des personnes vulnérables

Adivasi Yuva Seva Sangh

African Heritage Women in Education and Empowerment

Al-Shafa'a Humanitarian Organization

All-Ukrainian Charitable Organization « All-Ukrainian Network of People Living with HIV/AIDS »

Asociación Latinoamericana para los Derechos Humanos

Association of Iranian Short-Statured Adults

Association pour le développement économique et social du Lac (ADESOL)

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Association voix libres

Bishop Dennis Ng Victory Ministries Foundation, Limited

Canadian Women's Foundation/Fondation canadienne des femmes

Centre for Rights Education and Awareness (CREAW)

Centro Studi ed Iniziative Culturali « Pio La Torre »

Commonwealth Association of Architects

Conflict Dynamics International, Inc.

Cosmos Ndukwe Foundation

Denis Miki Foundation

Dimdim Humanitarian Relief Foundation

Dr. Denis Mukwege Foundation

Dynamique Gender, ONGD international

Entrepreneurs Council of India

Every Casualty Worldwide

Feekr Organization for Dialogue and Human Rights Defense

Fonds pour les femmes congolaises

GIN-SSOGIE, NPC

Girl Vow, Inc.  
Global Center on Cooperative Security, Inc.  
Green Mentoring and Solutions, Private Limited  
Human Rights Solidarity Organization  
International Communities Organisation, Limited  
International Foundation Witnesses of Ashoora  
International Medical Corps  
International Medical Crisis Response Alliance – Direct Operation  
International Women’s Development Agency, Inc.  
Jeju Olle Foundation  
Male Champions of Change, Limited  
Medical Support Association for Underprivileged Iranian Patients  
MenEngage Global Alliance  
Nadam Foundation  
National Association of Seadogs  
National Peace Corps Association  
New Barrackpore Samaj Bandhu Welfare Organization  
Onelife Initiative for Human Development  
Organisation européenne non gouvernementale des sports (ENGSO)  
Pastoralist Child Foundation, Inc.  
Pesticide Action Network India  
Plant Trust  
Population Matters  
Protsahan India Foundation  
RET Germany, eV  
Rawsam Human Development Center  
Regis Jesuit High School Corporation  
Rwanga Foundation (RF)  
Safe Care Trust International  
Sargakshetra Charitable Trust  
Shree Maruti Gram Vikash Trust  
Society for Cognition of Science and Art for Quality Welfare, Sustenance,  
Livelihood and Economic Development of the Poor (SCOSAQ)  
Solidarité des jeunes filles pour l’éducation et l’intégration socioprofessionnelle  
(SOJFEP)  
Southeast Asia Sexual Orientation, Gender Identity and Expression Caucus, Inc.  
(ASC)



The HALO Trust  
 The Individual Initiative for Human Rights  
 The International Humanitarian Society for Development without Borders  
 The World Community Service Centre  
 Themis – Gender, Justice and Human Rights  
 United World against Diabetes  
 WO=MEN – Dutch Gender Platform  
 Women for a Change, Cameroon  
 Women for Peace and Democracy – Nepal  
 Women’s Centers International  
 WomenOne, Ltd.  
 World Association for Sexual Health  
 World Fund for Development and Planning (WFDP)  
 Zeleni Polumjesec (Green Crescent)

#### **Applications deferred**

5. Le Comité a décidé de reporter une nouvelle fois l’examen des demandes d’admission des 246 organisations non gouvernementales ci-après jusqu’à réception des réponses aux questions qu’il leur a posées à la reprise de sa session de 2021.

Allianz für Demokratie in Laos, eV (ADL)  
 ALQST Human Rights  
 American Center for International Labor Solidarity  
 Anukulan  
 Arab Media Union  
 Arab Organization for Arabization and Communication  
 Arab-European Center of Human Rights and International Law (AECHRIL)  
 Arabian Rights Watch Association  
 Asia Pacific Transgender Network  
 Comisión Argentina para los Refugiados (Asociación CAREF)  
 Asociación Campaña Colombiana contra Minas (CCCM)  
 Asociación Civil Grupo SURES  
 Asociația Romanian Women’s Lobby  
 Asociación Enraizados en Cristo y en la Sociedad  
 Asociación Red de Mujeres Afrolatinoamericanas, Afrocaribeñas y de la Diáspora  
 Associação Nacional de Juristas Evangélicos (ANAJURE)  
 Association des Marocains victimes d’expulsion arbitraire de l’Algérie  
 Association for Social Solidarity and Empowerment Training Trust (ASSET)  
 Association of Lawyers of Russia

Association of Non-for-Profit Organizations to Facilitate the Drug Prevention and Socially Dangerous Behaviour « National Anti-Drug Union »  
Association « Sphère »  
Association « Tous pour l'intégration des migrants au Maroc »  
Associazione European Federation for Freedom of Belief  
Associazione Luca Coscioni per la Libertà di Ricerca Scientifica  
Assyrian Aid Society of America Inc.  
Assyrian Documentation Centre  
Aurat Publication and Information Service Foundation Lahore  
Aurosikha Welfare Centre for Rural & Social Development  
Autonomous Non-Profit Organization for the Promotion of the Development of International Relations in the Framework of the BRICS Group « International Alliance of BRICS Strategic Projects »  
Autonomous Non-Profit Organization Humanitarian Programs Organization « Russian Humanitarian Mission »  
Avaaz Foundation  
Avocats sans frontières – France  
Baghbaan  
Bahrain Center for Human Rights  
Beijing People's Association for Friendship with Foreign Countries  
Belarusian Fund of Peace  
Bell Global Justice Institute  
Blue Cross & Blue Crescent Society  
Brussels International Center for Research and Human Rights  
Caritas India  
Ceasefire Centre for Civilian Rights  
Center for Military Human Rights Korea (CMHRK)  
Centre Idriss El Fakhouri des études et de recherches en sciences juridiques Oujda  
Centre international pour la paix et les droits de l'homme (CIPADH)  
Chanan Development Association  
Charity Organization – International Charity Foundation « Global Ukraine »  
China Biodiversity Conservation and Green Development Foundation  
Chinese Culture Promotion Society  
Christian Solidarity International (CSI)  
Citizens' Alliance for North Korean Human Rights  
Committee for Justice  
Confederation of NGOs of Rural India  
Congrès mondial Amazigh (CMA)

Coppieters Foundation  
Coptic Solidarity  
Database Center for North Korean Human Rights (NKDB)  
Diakonia  
Dialogue & Development Forum  
Diplomatic Mission Peace and Prosperity  
Direct Focus Community Aid  
Drug Policy Network South East Europe  
LGBTI Equal Rights Association (ERA)  
Eiropas demokrātijas attīstības centrs  
Emberi Méltóság Központ  
Engineering Association for Development and Environment  
Environmental and Societal Development Foundation  
Eri-Platform  
Ethiopian Genocide Committee 1935-1941, Inc.  
Eurazijos žalos mažinimo asociacija  
Euro-Mediterranean Human Rights Monitor  
European Foundation for South Asian Studies  
European Interreligious Forum for Religious Freedom (EIFRF)  
European network on cultural management and policy  
Fondacioni « Yeşilay »  
Foreningen Tryggere Ruspolitikk  
Formation Awareness and Community Empowerment Society Pakistan (FACES Pakistan)  
Fundación Género con Clase  
Fundacja Otwarty Dialog  
General Union of Arab Experts  
Generations For Peace  
Global Action for Trans\* Equality, Inc.  
Global Alumni Alliance  
Global Detention Project  
Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization  
Global Minorities Alliance  
Global Network of Women Peacebuilders, Inc.  
Global Rights for Women  
Global Village Forum Chakwal c/o Shaheen Degree College Chappar Bazar Chakwal  
Gracia Raina Foundation

Gramin Vikas Vigyan Samiti  
Gulf Centre for Human Rights, Limited (GCHR)  
Gulshan-e-John  
Habilian Association  
Hestia Hellas, AMKE  
Hokok Coalición Internacional Contra la Impunidad  
Hope Worldwide Pakistan  
Human Concern International (HCI)  
Human Rights at Sea  
Human Welfare Charitable Trust  
Humanitarian Aid International  
Humanitarian Tracker  
Humanium  
IFEX  
Ilankai Thamil Sangam, Inc.  
Imam Khomeini Relief Foundation  
Incentive Care Foundation  
Individual Land Trust  
Inimõiguste Instituut  
INPUD, Limited  
Instance démocratique pour la citoyenneté et les droits de l'homme  
Institute for Development of Freedom of Information (IDFI)  
Institute for Integrated Rural Development  
Institute of Peace and Diplomatic Studies (IPD)  
InterPride  
Interfaith Center on Corporate Responsibility  
International Action Network for Gender Equity and Law  
International Anti Terrorism Movement  
International Association for the Development of the Abaza-Abkhaz Ethnos  
« Alashara »  
International Association of Genocide Scholars, Inc.  
International Civil Society Action Network, Inc.  
International Dalit Solidarity Network  
International Foundation for Sustainable Development  
International Funders for Indigenous Peoples Inc.  
International Human Right Organization

International Human Rights Commission/Commission internationale des droits de l'homme/Mezinárodní komise pro lidská práva – nadační fond (IHRC – nadační fond)

International Legal Assistance Consortium

International Network of Civil Liberties Organizations (INCLO)

International Non-Olympic Committee

International Non-Olympic University

International Society of Criminology

International Union for Sustainable Development

Interregional Non-Governmental Human Rights Organization « Man and Law »

Inti Raymi Fund, Inc.

Intl. WeLoveU Foundation

İslam Dünyası Sivil Toplum Kuruluşları Birliği

Islamic Medical Association of North America, Inc.

Janmitra Nyas

Justice Centre Hong Kong, Limited

Kafka Welfare Organization

Khmers Kampuchea-Krom Federation

Kvinnors Nätverk

Lahore Educational and Welfare Society

Conseil promotionnel pour l'action des jeunes en Afrique

Mangfoldhuset

Mentor Amiable Professional Society

« Mission Armenia » Charitable Non-Governmental Organization

Montagnard Indigenous People Christian Organization (MIPCO)

Mukti

Mulabi Association Latin American Work Group for Sexual Rights, Civil Association

Muslim Hands

Mwatana Organization for Human Rights

National Committee on BRICS Research

National Human Rights Civic Association « Belarusian Helsinki Committee »

Nikan Mammut Charity Foundation

Nobel Women's Initiative

Non C'è Pace Senza Giustizia

Non-Governmental Organization « Association of Wives and Mothers of Soldiers Participating in Ato »

Norwegian Church Aid

Now Action & Unity for Human Rights (NAUH)  
Omnium Cultural  
Organisation mondiale pour les femmes et les enfants  
Organisation suisse d'aide aux réfugiés  
Organisation Tamaynut  
Organization of Female Conscience Renewal  
Pak Special Persons Welfare Society  
Pakistan International Human Rights Organization  
Pakistan Press Foundation  
Palestinian Association for Human Rights – Witness  
Panhellenic Union of Cappadocian Associations  
Peace Direct  
Peace without Limits International Organization, Inc. (PWL)  
PeaceCorea  
People for Equality and Relief in Lanka, Inc.  
Photographers without Borders  
Piramal Swasthya Management and Research Institute  
Pouya Institute for Communications and Social Development  
Public Organization « Institute for the Study of Dependencies, Drug Policy Issues and Monitoring the Drug Situation »  
Razom, Inc.  
Relief Human Rights Organization  
Research Society of International Law  
Rise International, Inc.  
Rockefeller Philanthropy Advisors, Inc.  
Réveil communautaire d'assistance aux victimes  
RüstungsInformationsBüro, eV  
Salam for Democracy and Human Rights  
Secours Islamique France  
Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society  
Shenzhen Foundation for International Exchange and Cooperation  
Silk Road Chamber of International Commerce  
SKT Welfare  
Social Progress Imperative, Inc.  
Social Services Trust  
Software Freedom Law Center (SFLC.in)  
Solidarity for Peace and Reunification of Korea

Somali Green Crescent Society  
South Asian Legal Clinic (Ontario)  
Students for Sensible Drug Policy Australia, Inc.  
Su Politikaları Derneği  
Syrian American Medical Society Foundation  
Syrian Youth Council  
Tai Studies Center  
Terre des femmes/Menschenrechte fuer die Frau, eV  
The American India Foundation  
The Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice  
The Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation  
« The Awakening » – A Society for Social & Cultural Development  
The Bar Human Rights Committee  
The Center for Bioethics and Culture  
The Center for Justice and Accountability  
The Global Initiative against Transnational Organized Crime  
The Gulmit Educational and Social Welfare Society, Hunza Gilgit  
The International Center for Supporting Rights and Freedoms  
The International Institute on Race, Equality and Human Rights  
The National Democratic Institute for International Affairs (NDI)  
The New Woman Foundation  
The ONE Campaign  
The Union of Non-Governmental Associations – The International Non-Governmental Organization « The World Union of Cossack Atamans »  
The Voice Society  
Tom Lantos Foundation for Human Rights and Justice  
Transnational Anti-Organized Crime Intelligence Group, Inc. (TAOC-IG)  
Treatment Action Group  
Turkiye Diyanet Vakfi  
Türk Kadınlar Birliği Derneği  
Uluslararası Öğrenci Dernekleri Federasyonu  
Uluslararası Mülteci Hakları Derneği  
United Global Organization of Development (UGOOD)  
United for Human Rights  
Urgent Action Fund for Women's Human Rights  
Vang Pao Peace Institute  
Verein Euro Mea

Vishwa Manavadhikar Parishad  
Vithu Trust Fund  
War Child  
Welfare Association Jared  
West Papua Interest Association  
Wikimedia Foundation, Inc.  
Women's Entrepreneurship Day Organization, Inc.  
Women's Refugee Commission, Inc.  
World Federation of Free Trade Zones Co., Limited  
World Historic and Cultural Canal Cities Cooperation Organization  
World Learning, Inc.  
World without Genocide  
Y4D Foundation  
Yeşilay Bulgaria Association  
Young League Pakistan  
Zhongguancun Belt and Road Industrial Promotion Association

6. Le représentant de la Fédération de Russie est revenu sur la question qu'avait posée la délégation estonienne à l'organisation International Association for the Development of the Abaza-Abkhaz Ethnos « Alashara » au sujet de l'emploi par celle-ci de termes supposément incorrects. Il a indiqué que sa délégation considérait que cette question ne constituait pas une prise de position du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur le statut officiel de la République d'Abkhazie et n'avait pas d'incidence sur la position de la Fédération de Russie sur la question de la reconnaissance de la République d'Abkhazie comme État souverain.

7. L'observateur de l'Arménie a reconnu que chaque État Membre était en droit de poser des questions aux organisations non gouvernementales qui présentaient des demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil, mais il a affirmé que l'une des délégations se comportait systématiquement de manière discriminatoire à l'égard des organisations candidates portant le nom de l'Arménie. À ce sujet, il a fait remarquer que l'examen de la demande présentée par l'organisation « Mission Armenia » Charitable Non-Governmental Organization avait été reporté pour la deuxième fois. Il a également mentionné les demandes des organisations Armenian Women for Health and Environment et Congrès national des arméniens occidentaux, indiquant que celle déposée par cette dernière avait été reportée pendant huit années consécutives en raison de questions posées par une seule délégation. L'observateur a réaffirmé que sa délégation était engagée en faveur d'une coopération inclusive entre l'ONU et les organisation de la société civile et déclaré que la pratique consistant à poser des questions à répétition motivées par des fins politiques entraînait des retards injustifiés et suscitait la méfiance dans le milieu des organisations non gouvernementales, ce qui portait atteinte à la crédibilité et à la réputation du Comité. Il a également fait valoir qu'il incombait tout particulièrement aux membres du Comité d'adhérer fermement aux valeurs et aux principes de l'ONU, notamment s'agissant des rapports qu'entretenait l'Organisation avec les organisations de la société civile.



8. La représentante de la Turquie a souligné que sa délégation était résolument favorable à la participation et à la contribution des organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU et examinait les demandes d'admission au statut consultatif présentées par les organisations non gouvernementales de manière impartiale et constructive. Elle a indiqué que l'examen effectué par le Comité se fondait uniquement sur les buts et principes de la Charte des Nations Unies et sur les dispositions et critères énoncés dans la résolution 1996/31 du Conseil, et que cette démarche était tout à fait conforme au devoir et à la responsabilité du Comité de faire preuve de diligence dans l'exécution de son mandat. En outre, la représentante a signalé que les questions qui étaient posées, au nom du Comité, facilitaient l'examen des demandes déposées par les organisations concernées. Elle a également appelé l'attention sur le fait que le Comité avait recommandé d'accorder le statut consultatif à plusieurs organisations arméniennes au cours des dernières années et que cela avait notamment été le cas pour une organisation pendant la reprise de session qui était en cours, et elle a remercié les organisations de leur coopération constructive et durable avec le Comité.

#### **Demandes d'admission et de reclassement closes sans préjudice de nouvelles demandes**

9. À sa 34<sup>e</sup> séance, le 10 septembre, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 65 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu aux questions qu'il leur avait posées malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives [voir chap. I, projet de décision I, al. e)].

10. À la même séance, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, la demande de reclassement présentée par l'organisation Widows for Peace through Democracy, qui n'avait pas répondu aux questions qu'il lui avait posées, malgré trois rappels [voir chap. I, projet de décision I, al. f)].

#### **Demandes d'organisations non gouvernementales de retirer leur demande d'admission au statut consultatif**

11. À sa 24<sup>e</sup> séance, le 2 septembre, et à sa 31<sup>e</sup> séance, le 9 septembre, le Comité a pris acte du fait que les organisations non gouvernementales ci-après avaient retiré leur demande d'admission au statut consultatif : Democracy Reporting International, gGmbH et Arab Program for Human Rights Activists.

## **B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif**

12. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 17<sup>e</sup> à sa 20<sup>e</sup> séance, les 30 et 31 août, et de sa 29<sup>e</sup> à sa 31<sup>e</sup> séance, les 8 et 9 septembre. Au total, il a examiné 264 demandes d'admission au statut consultatif.

#### **Nouvelles demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable**

13. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif spécial aux 264 organisations ci-après, parmi les 190 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

A Chance in Life, Inc.

Achievers Mission Foundation

Action pour le développement du Sahel (ADESA)  
Adhyatma Vigyan Satsang Kendra, Jodhpur  
Africa Women Innovation and Entrepreneurship Forum  
Africa-Europe Diaspora Development Platform  
African Sisters Education Collaborative  
Ajemalebu Self Help (AJESH)  
Al Gora Community Development Association  
Asia-Pacific Entrepreneur Associate Chamber of Commerce  
Asociación Cultural para el Desarrollo Integral (ACDI)  
Associação dos Agentes de Saúde do Estado da Bahia  
Association des 3 hérissons  
Association espoir pour les jeunes Batwa/Hope for Youth Batwa  
Association femmes leadership et développement durable (AFLED)  
Association for Solidarity with Asylum Seekers and Migrants  
Association of Disabled People of Uzbekistan  
ASTM International  
Australasian Explosives Industry Safety Group Incorporated  
Autonomous non-profit organization for promoting the implementation of education, science and culture programs « Academic Mobility Center »  
Awtad Organization for Combating Corruption  
Bangladesh American Society of Muslim Aid for Humanity, Inc.  
Batonga Foundation  
Belady US: An Island for Humanity  
Bella Foundation for Child and Maternal Care  
Betty Anyanwu-Akeredolu Foundation  
Calvary Foundation International  
Campaign for Tobacco-Free Kids  
Campus Salute, ONLUS  
Cecilia Nkemakolam Foundation  
Cercle d'action pour le développement des personnes handicapées, enfants et femmes – international  
Children of War Foundation  
China Chamber of International Commerce  
Citizen Outreach Coalition  
Coalition des volontaires pour la paix et le développement  
Community Economic and Environmental Rights Initiative  
Convention pour le bien-être social

Coordination africaine des droits de l'homme pour les armées (CADHA)  
Croissant Vert Senegal  
Dels Foundation  
Development Assistance International, Inc.  
Development Educational Foundation – Ghana  
Divine Act Charitable Trust  
Dr. Vivian Uduehi Medical Foundation, Limited by Guarantee  
El Hak Foundation for Freedom of Expression and Human Rights  
Elternkreis Wien, Verein zur Förderung der Selbsthilfe für Angehörige von Suchtkranken  
Emerging Leaders for Clean Energy/Leaders émergents pour l'énergie propre  
Eminence Associates for Social Development  
Emirates Motorsport Organization  
Emma & Grace Education Foundation  
Environmental and Rural Mediation Center  
Etihad Peace Minorities Welfare Foundation  
Europäisch-Arabische Initiative für Wiederaufbau und Entwicklung (kurz EARD)/European-Arab Initiative for Reconstruction and Development (EARD)  
Europe and Central Asia Comparative Education Society, Non-Profit Organization  
FABE International Foundation  
Faithful Path International Ministries  
Family Health Options Kenya  
Fédération des organisations non gouvernementales au Togo (FONGTO)  
Fédération européenne des emplois de la famille  
Fédération internationale des véhicules anciens  
Fin de la Esclavitud, Asociación Civil  
Fondation Durane  
Force juvénile pour un avenir rassurant  
Forsports Foundation  
Forum des femmes autochtones du Cameroun (FFAC)  
Forum for Women, Law and Development  
Freedom for Immigrants  
Friends of the Danbury Museum & Historical Society Authority, Inc.  
Fundación Bancaria Caixa d'Estalvis i Pensions de Barcelona, « la Caixa »  
Fundación MarViva  
Fundación para la Promoción de los Derechos de Accesibilidad y Visibilidad – Visibilia  
Fundación Sonrisas de Bombay

Gambia House  
Glimmer of Hope Organization  
Global Alliance of SMEs, Inc.  
Global Confederation for Promotion and Development, Inc.  
Global Fishing Watch, Inc.  
Global Integrated Education Volunteers Association  
Global Interactions, Inc.  
Global Peace and Development Association  
Grae Matta Foundation  
Green Earth Organization  
Home Makers Women Development Initiative  
Hope for a Better Future (H4BF)  
Human Rights and Grassroots Development Society  
Human Rights for All, Pty Limited  
ICV Group, Inc.  
Independent International Legal Advocates  
Indigenous Advanced Education and Skills Council  
Indigenous Movement for Peace Advancement and Conflict Transformation  
Registered Trustees (IMPACT)  
Institute of Leadership and Development  
International Association of Geophysical Contractors  
International Coalition of Fisheries Associations, Inc.  
International Disability and Development Consortium  
International Silambam Committee  
Iranian Anti-Tobacco Association  
Iraqi Journalists' Rights Defense Association  
Jeunesse et emplois verts pour une économie verte  
Judicial Administrative Drug Rehabilitation Association of China  
Justice & Rights Initiative  
Korean Disability Forum  
Krida Vikas Sanstha, Nagpur  
Last Mile Health  
LG Electronics Union  
Liberty and Rights Advocacy Organisation  
Mac-Jim Foundation  
Machshava Tova  
Madinaty

Men End FGM Foundation  
Merry Year International  
Michael and Francisca Foundation  
Ministère de l'évangile pour tous – Centres évangéliques inter viens et vois  
Moon Village Association (MVA)  
mothers2mothers South Africa, Association Incorporated under Section 21  
National Campaign for Sustainable Development Nepal  
National Foundation for development and Humanitarian Response  
National Ocean Policy Coalition  
Niger Delta Womens Forum, Limited by Guarantee  
No Food Waste  
North America Photography Association  
Observatoire de gestion de la formation et administration scolaire  
Observatorio Mexicano de Derechos Humanos, AC  
Omonijuku Foundation  
Orr Shalom for Children and Youth at Risk, Ltd., PBC  
Our Lady of Perpetual Help Initiative  
Pan African Girl Child Education Foundation  
Parents' Union On Net  
Peace and Conflict Science Institute (PACS Institute)  
Peace Track Initiative  
Persatuan Pakatan Berintegriti Sabah/Sabah Integrity Alliance Association (SINAR)  
Physicians for Responsible Opioid Prescribing, Inc.  
Places for People Group, Limited  
Plateforme océan et climat  
Poverty Reduction Initiative  
Prime Diamond Initiative for Community Health  
Prime Initiative for Green Development  
Proactive Gender Initiatives  
Progetto Alfa Cultural Association  
Public Association « Green Crescent Society »  
Public Association « Zhasylai »  
Public Interest Incorporated Foundation « The Foundation for Global Children »  
Purposeful Productions  
Red Solidaria Década contra la Impunidad, AC  
Rescue Mission for Street Life, Limited by Guarantee

Réseau d'association de ma ville  
Réseau des femmes pour les droits environnementaux au Mali  
SAF-Teso  
SAFE Coalition for Human Rights  
Sanya Public Diplomacy Institute  
Shaanxi Patriotic Volunteer Association  
Sierra Leone Autistic Society  
Sınırlı Sorumlu Kalkınma Atölyesi Bilim, Kültür, Eğitim, Araştırma, Uygulama, Üretim ve İşletme Kooperatifi  
Society without Violence, Non-Governmental Organization  
Solidarity Health Foundation (SHF-CIG)  
Spoon Foundation  
Spreeha Bangladesh Foundation  
Stichting Women's Initiatives for Gender Justice  
Sudanese Green Crescent Society (SGCS)  
Sugur Development Agency, an Indigenous NGO (SDA)  
Talklove Africa Foundation  
Technology Motivation Empowerment Organization  
Teere  
Telluride Flights Worldwide Children's Relief Fund  
The Amal Alliance, Inc.  
The Bridge Foundation for Youth Leadership  
The Elders Foundation  
The Environmental Association for Universities and Colleges  
The Green Hat International, NPO  
The Volunteer Connection  
Tripla Difesa Onlus Guardie – Sicurezza Sociale e Ecozoofila  
Union Nations Federation  
Universal Versatile Society Nagathana, Ta./Dist.: Washim  
Pan American Union of Engineers (UPADI)  
Value Health Africa  
Vision International for Needed Children, Inc.  
Vision mondiale de la santé (VIM'S)  
Vision Spring Initiatives, Ltd./Gte.  
Volunteer Partnerships for West Africa  
Walking in Solidarity Group  
Wedad International Foundation

Women Access to Relief and Development Actions  
 Women against Violence and Exploitation Foundation  
 Women in Distress Organisation  
 World Eco-Design Conference  
 World LPG Association  
 World Vision National Research and Resource Management, Nepal  
 Your Hope Line  
 Youth Alive Foundation  
 Youth Leaders Foundation  
 Youth Parliament for SDG

**Nouvelles demandes dont l'examen a été reporté**

14. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 74 organisations non gouvernementales ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à la reprise de sa session de 2021 :

Aarohan

Adharshila

Agence mondiale pour la bonne gouvernance

American Medical Women's Association, Inc.

American Sociological Association

Arci Culture Solidali, APS (ARCS)

Armenian Women for Health and Healthy Environment, NGO

Association de l'alliance nationale des Chourafa Naciryiene et leurs cousins, chargés des affaires de la Zaouia Naciria

Association de la femme saharienne pour le développement intégré

Autonomous Nonprofit Organization « International Centre Save the Children from Cybercrimes »

Bright Light Volunteers International

CARE Scandinavia – Citizens against Radicalism & Extremism

Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie

Common Good Foundation, Inc.

Congregation Pirchei Shoshanim, a New Jersey Nonprofit Corporation

De Regenboog Groep

Development of Institution & Youth Alliance Ghotki (DIYA)

Disability: IN

Dr. A. P. J. Abdul Kalam International Foundation

Earth Focus Foundation

For All Moonkind, Inc.

Forum for Development and Human Rights Dialogue  
Fundació Josep Irla  
Fundación para el Desarrollo de Políticas Sustentables  
Fundación Venezolana por el Derecho a la Vivienda  
Gender & Empowerment Organization  
Global Doctors for Choice, LLC  
Goal  
Health and Environment Justice Support, eV  
Hellenic Institute of Cultural Diplomacy, Non-Profit Civil Association  
Human Rights for Kids  
Human Rights Protection Group and MFP Federation  
InnovativeCommunities.Org Foundation  
Inštitut za raziskave in razvoj « Utrip »  
Instituto RIA  
International Youth Federation  
Jaaniv Foundation  
Kolkata Society for Cultural Heritage  
Kuwait Bar Association  
L'institut européen de droit international et les relations internationales (IEDI)/The European Institute for International Law and International Relations (EIL)  
Lanka Fundamental Rights Organization  
Mumbai Smiles Foundation  
Natan – International Humanitarian Aid, RA  
Nations Global Consulting, LLC  
News Network  
Noble World Records  
ONG L'ange gardien  
Österreichischer Rat für Nachhaltige Entwicklung – Österreichischer Nachhaltigkeitsrat für soziale, ökologische und ökonomische Angelegenheiten  
Parker Peace Foundation  
Peaceland Foundation  
Plateforme internationale contre l'impunité  
Populous Education Foundation  
Prayas Juvenile Aid Centre  
Protection for Legal & Human Rights Foundation  
Public Association « Regional Consumer Protection Society » (PA « Regional Consumer Protection Society »)



QHR Foundation  
 Regional Public Organization for the Protection of Citizens' Rights « Zolochevsky Team »  
 Russian Union of Journalists  
 Saksham Bharti  
 Solidariteit/Solidarity  
 SosyalBen Vakfi  
 Stitching Impunity Watch  
 The Conflict and Environment Observatory  
 The Emmanuel Ivorgba Foundation  
 The Global Energy Association on Development of International Research and Projects in the Field of Energy  
 The Humanitarian Forum  
 The Omani Center for Human Rights  
 Transitional Justice Working Group  
 Turkish Marine Research Foundation (TUDAV)  
 Türkiye Gençlik Vakfi (TÜGVA)  
 Unione degli Atei e degli Agnostici Razionalisti (UAAR)  
 World Bicycle Industry Association  
 World Psychiatric Association  
 Youth for Human Rights Pakistan

### **III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et questions connexes diverses**

15. Le Comité a examiné le point 4 a) de son ordre du jour, intitulé « Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen a été reporté », et le point 4 b), intitulé « Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif », y compris pour le rétablissement, la suspension et le retrait du statut conformément à la résolution 2008/4, à ses 28<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup> séances, les 7 et 8 septembre. Il était saisi des documents suivants :

a) Liste des documents contenant les rapports quadriennaux d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil économique et social dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures ([E/C.2/2021/CRP.42](#)) ;

b) Notes du Secrétaire général contenant les rapports quadriennaux pour les périodes 2015-2018 et 2016-2019 ([E/C.2/2020/2/Add.1](#), [E/C.2/2021/2/Add.1-4](#), [E/C.2/2021/2/Add.7](#), [E/C.2/2021/2/Add.10](#), [E/C.2/2021/2020/CRP.35-37](#), [E/C.2/2021/2020/CRP.39](#), [E/C.2/2021/2020/CRP.69-81](#)) ;

c) Listes énumérant les organisations non gouvernementales dont le statut consultatif a été rétabli, suspendu ou retiré ([E/C.2/2021/CRP.43-45](#)) ;

d) Liste des documents comprenant les nouvelles demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2021/CRP.46).

**A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la session ordinaire du Comité**

16. À ses 28<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup> séances, les 7 et 8 septembre, le Comité a examiné le point 4 a) de son ordre du jour, intitulé « Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif dont l'examen a été reporté ». Il était saisi d'un document contenant la liste des 92 rapports quadriennaux dont l'examen avait été reporté lors de ses sessions antérieures. Il a pris note de 15 de ces rapports, qui avaient été présentés par les organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] :

Association of War-Affected Women (2015-2018)

Catolicas por el Derecho a Decidir (2009-2012)

Center for Development of Civil Society (2014-2017)

European Centre for Law and Justice/Centre européen pour le droit, la justice et les droits de l'homme (2015-2018)

Institute of Noahide Code (2015-2018)

International Alliance of Patients' Organizations (2014-2017)

International Federation of Action by Christians for the Abolition of Torture (ACAT) (2015-2018)

International Press Institute (2013-2016)

Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR) (2013-2016)

L'observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie (2015-2018)

Médecins sans frontières (international) (2012-2015)

Medico International (2014-2017)

Redress Trust (2011-2014)

Society for Development and Community Empowerment (2015-2018)

Temple of Understanding (2011-2014)

17. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des 77 rapports quadriennaux présentés par les organisations suivantes :

Access Now (2016-2019)

Advocates for Human Rights (2016-2019)

Amnesty International (2008-2011)

Amnesty International (2012-2015)

Amnesty International (2016-2019)

Armenian Assembly of America (2007-2010)

Armenian Assembly of America (2011-2014)

Armenian Assembly of America (2015-2018)  
Asian Forum for Human Rights and Development (2012-2015)  
Association internationale des droits de l'homme (2014-2017)  
CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation (2016-2019)  
Catholics for Choice (2010-2013)  
Centrist Democratic International (2006-2009)  
Centrist Democratic International (2010-2013)  
Centrist Democratic International (2014-2017)  
Committee to Protect Journalists, Inc. (2016-2019)  
Cross-Cultural Solutions (2011-2014)  
Ecumenical Federation of Constantinopolitans (2016-2019)  
Egyptian Organization for Human Rights (2014-2017)  
Egyptian Organization for Human Rights (2010-2013)  
Elizka Relief Foundation (2015-2018)  
Federation of Western Thrace Turks in Europe (2014-2017)  
France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2011-2014)  
Freedom House (2007-2010)  
Freedom House (2011-2014)  
Freedom House (2015-2018)  
Freedom Now (2015-2018)  
Freemuse: The World Forum on Music and Censorship (2016-2019)  
Front Line: The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders (2016-2019)  
Fundación Pro Humanae Vitae (2014-2017)  
Global Environmental Action (GEA) (2009-2012)  
Godwin Osung International Foundation, Inc. (The African Project) (2015-2018)  
Helsinki Foundation for Human Rights (2015-2018)  
Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue (2014-2017)  
Heritage Foundation (2015-2018)  
Human Rights First (2015-2018)  
Human Rights House Foundation (2011-2014)  
Human Rights House Foundation (2015-2018)  
Human Rights Information and Training Center (2016-2019)  
Human Rights Now (2016-2019)  
Human Rights Watch (2009-2012)  
Human Rights Watch (2013-2016)  
Inter-American Press Association (2013-2016)

International Association for Religious Freedom (2011-2014)  
International Association for Religious Freedom (2015-2018)  
International Bar Association (2015-2018)  
International Federation of Journalists (2005-2008)  
International Federation of Journalists (2013-2016)  
International PEN (2006-2009)  
International PEN (2014-2017)  
International Religious Liberty Association (2015-2018)  
International Service for Human Rights (2011-2014)  
International Service for Human Rights (2015-2018)  
International Union of Socialist Youth (2005-2008)  
Jesuit Refugee Service (JRS) (2014-2017)  
Liberal International (2015-2018)  
Local Governments for Sustainability (2014-2017)  
Natural Justice (2014-2017)  
Open Society Institute (2013-2016)  
Pathfinder International (2011-2014)  
People for Successful Korean Reunification (2016-2019)  
Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water (2013-2016)  
Reporters sans frontières international/Reporters without Borders International (2013-2016)  
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)  
Simon Wiesenthal Center (2011-2014)  
Society for Threatened Peoples (2013-2016)  
The Law Society (2014-2017)  
UPR Info (2016-2019)  
Ukrainian World Congress (2003-2006)<sup>3</sup>  
Ukrainian World Congress (2007-2010)  
Ukrainian World Congress (2011-2014)  
Union internationale des avocats/International Union of Lawyers (2015-2018)  
Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)  
United Nations Watch (2014-2017)  
World Council of Arameans (Syriacs) (2007-2010)  
Young Women's Christian Association (2013-2016)  
Young Women's Christian Association of Australia (2014-2017)

---

<sup>3</sup> Par sa décision 2021/210, le Comité avait recommandé de suspendre le statut de l'organisation non gouvernementale Ukrainian World Congress, en application de la résolution 2008/4 du Conseil.

## **B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil**

18. À sa 27<sup>e</sup> séance, le 7 septembre, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ». Il était saisi de documents contenant 315 nouveaux rapports quadriennaux. Il a pris acte de 308 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] et décidé de reporter l'examen des rapports des 7 organisations suivantes :

Academic Council on the United Nations System (2016-2019)

Avocats sans frontières (2016-2019)

Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience (2016-2019)

Femmes solidaires (2016-2019)

France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2015-2018)

International Federation for Human Rights Leagues (2016-2019)

Minority Rights Group (2016-2019)

## **C. Questions connexes diverses**

### **Demandes de changement de nom**

19. À sa 29<sup>e</sup> séance, le 8 septembre, le Comité a examiné sept nouvelles demandes de changement de nom présentées par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif. Il a décidé de prendre note du changement de nom des sept organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. b)].

## **IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat ; examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil ; et Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG**

20. À sa 17<sup>e</sup> séance, le 30 août, le Comité a examiné conjointement le point 5 de son ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales », le point 6, intitulé « Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil », et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG », et a entendu un rapport oral présenté par le Secrétariat.

21. Le Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales a informé le Comité que le Service n'avait pas été en mesure d'examiner toutes les demandes de statut consultatif reçues pour le cycle 2021, pour plusieurs raisons :

a) le Service a reçu un nombre record de 883 demandes pour ce cycle ; (b) la plateforme qu'il utilisait pour héberger et examiner les candidatures a été piratée et a dû être fermée pendant trois mois ; et c) le calendrier des sessions du Comité a été modifié, du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), et a laissé peu de temps au Service entre juin et août pour traiter toutes les demandes soumises, d'où les retards dans le traitement de quelque 280 demandes. En dépit de ces difficultés, le Service avait soumis un nombre record de 516 nouvelles demandes au Comité lors de la session ordinaire et de 264 nouvelles demandes à la reprise de la session. Le Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales a souligné que les difficultés techniques rencontrées par le Service mettaient en relief la nécessité de disposer d'un outil informatique amélioré et intégré qui remplacerait les plates-formes désuètes actuellement utilisées et favoriserait l'accélération du traitement des demandes. À cet égard, il a informé le Comité que des progrès significatifs avaient été réalisés dans la mise au point d'un nouveau portail pour les organisations de la société civile et que le projet était passé au stade des essais avant sa mise en service.

22. Le représentant de Cuba a demandé si les membres du Comité seraient consultés durant la mise au point du portail afin de s'assurer, sur la base de leur expérience actuelle, que le nouveau portail soit convivial et réponde à leurs besoins lorsqu'ils s'en serviraient pour examiner les demandes. Il a affirmé que sa délégation travaillerait avec le Comité conformément à la résolution 1996/31 du Conseil.

23. La représentante du Pakistan a demandé au Secrétariat de tenir compte de la question de l'accessibilité des personnes en situation de handicap dans la conception du nouveau portail et de veiller à ce que, conformément aux politiques de l'Organisation, il leur soit pleinement accessible, conformément également aux Règles pour l'accessibilité des contenus Web. La demande de la représentante du Pakistan a été appuyée par le représentant des États-Unis d'Amérique. La représentante du Pakistan a également exprimé son intérêt pour le nouveau portail, s'enquérant des possibilités pour les membres du Comité de contribuer à son élaboration et à sa conception en partageant leurs expériences de manière à en améliorer la présentation, la conception et la fonctionnalité et à en faire un outil efficace et efficient.

24. En réponse à la demande de membres du Comité qui souhaitaient contribuer à l'élaboration du nouveau portail, le Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales a proposé d'organiser une réunion informelle avant la prochaine session afin que le projet puisse être présenté plus en détail et que les membres puissent faire part de leurs attentes à l'égard du nouveau système en fonction de leur expérience du système actuel.

## **V. Examen des rapports spéciaux et plaintes d'États Membres**

25. À ses 17<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup> et 33<sup>e</sup> séances, les 30 et 31 août et les 8 et 10 septembre, le Comité a examiné le point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Examen des rapports spéciaux ».

26. À la 17<sup>e</sup> séance, le 30 août, la représentante du Pakistan a noté que le Comité avait reçu des réponses de six organisations non gouvernementales auxquelles il avait demandé des informations lors de la session ordinaire de 2021. Elle a informé le Comité que sa délégation examinait les informations reçues et qu'elle le consulterait ultérieurement à ce sujet. Elle a toutefois noté que l'une des organisations, la Commission to Study the Organization of Peace (inscription sur la Liste, 1975), n'avait fourni aucune information et a demandé qu'il lui soit rappelé de répondre à la demande du Comité. Ce dernier a décidé de demander à la

Commission to Study the Organization of Peace de répondre à sa demande d'information.

27. À la même séance, la représentante du Soudan a rappelé la plainte présentée par sa délégation dans une note verbale datée du 6 mai 2021 qui avait été précédemment distribuée aux membres du Comité durant la session ordinaire de ce dernier et dans laquelle figurait une demande de retrait du statut consultatif spécial accordé aux neuf organisations suivantes : a) Al-Birr & Al-Tawasul Organization (2014) ; b) Al Zubair Charity Foundation (2008) ; c) Global Health Foundation (2016) ; d) International Peace and Development Organization (2009) ; e) Ma'arij Foundation for Peace and Development (2010) ; f) Sanad Charity Foundation (2016) ; g) Society Studies Centre (2008) ; h) Sudanese Women General Union (2007) ; et i) Women Research Center (2013).

28. La représentante du Soudan a rappelé que l'examen de la question avait été reporté à la demande de sa délégation dans l'attente de la présentation d'informations complémentaires, et décrit les activités spécifiques entreprises par chaque organisation en violation des règles relatives au travail humanitaire et volontaire.

29. La représentante du Soudan a par ailleurs informé le Comité que l'enregistrement des neuf organisations avait été révoqué et qu'elles avaient été interdites d'opérer au Soudan en raison de la violation des règles relatives au travail humanitaire et volontaire et qu'elles n'étaient donc pas habilitées ni n'avaient la capacité réelle de travailler dans le pays. Elle a demandé au Comité de retirer leur statut consultatif à ces organisations, conformément au paragraphe 57 de la résolution 1996/31 du Conseil, avant la fin de la session. Elle a en outre demandé que les organisations soient informées de la plainte déposée contre elles afin de leur donner la possibilité de répondre, conformément à la pratique établie au Comité.

30. Le Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales a déclaré que le Secrétariat aurait besoin d'informations présentant les éléments spécifiques de la plainte à transmettre aux organisations pour qu'elles y répondent, notant que dans sa résolution 1996/31, le Conseil a défini trois motifs spécifiques de retrait du statut consultatif, à savoir : a) Si l'organisation, directement ou par l'intermédiaire d'organismes qui y sont rattachés ou de représentants agissant en son nom, abuse manifestement de son statut consultatif pour se livrer systématiquement à des actes allant à l'encontre des buts et principes de la Charte des Nations Unies, notamment à des actes injustifiés ou inspirés par des motifs politiques, incompatibles avec ces buts et principes, dirigés contre les États Membres ; b) S'il existe des éléments établissant de façon concluante que l'organisation reçoit des fonds résultant d'activités criminelles reconnues sur le plan international, comme le trafic illicite de drogues, le blanchiment de capitaux ou le trafic illicite d'armes ; et c) Si, au cours des trois années précédentes, l'organisation n'a apporté aucune contribution positive ou effective aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, en particulier aux travaux du Conseil ou de ses commissions ou autres organes subsidiaires. Il a souligné que la plainte contre les organisations devrait être liée aux motifs définis dans la résolution.

31. La représentante du Soudan a réitéré que la plainte déposée par sa délégation contre les neuf organisations était fondée sur les décisions d'organes constitutionnels du Soudan qui avaient déterminé que les organisations avaient violé les lois nationales relatives à la conduite du travail humanitaire et volontaire en travaillant pour le programme politique du régime précédent. Elle a souligné en outre que l'enregistrement des organisations avait été révoqué et qu'elles avaient été interdites d'activité au Soudan, et demandé que cette information soient transmise aux organisations pour qu'elles y répondent.



32. La représentante de la Turquie a déclaré que, de l'avis de sa délégation, les motifs de retrait ou de suspension du statut consultatif étaient régis par les paragraphes 55 et 57 de la résolution 1996/31 du Conseil et ne se limitaient pas à ceux qui étaient énoncés dans le seul paragraphe 57. À cet égard, elle a noté que le paragraphe 55 de la résolution stipulait que le Comité chargé des organisations non gouvernementales devait déterminer « dans quelle mesure [les organisations] se sont conformées aux principes régissant le statut consultatif et ont contribué aux travaux du Conseil » et « peut recommander au Conseil la suspension ou le retrait du statut consultatif d'une organisation qui n'a pas satisfait aux conditions prévues dans la présente résolution pour bénéficier de ce statut. »

33. La représentante du Pakistan a noté que la plainte de la délégation du Soudan comportait deux aspects relatifs à l'abus de leur statut par les neuf organisations et à la perte de leur personnalité juridique dans leur pays d'origine. Elle a fait part de l'avis de sa délégation selon lequel la perte de la capacité juridique par l'organisation compromettrait automatiquement le statut consultatif tel qu'établi par la pratique antérieure du Comité.

34. Le Président du Comité a prié la délégation du Soudan de présenter la plainte par écrit afin que le Secrétariat la transmette aux organisations concernées.

35. À la 20<sup>e</sup> séance, le 31 août, le Secrétariat a informé le Comité qu'il avait reçu les détails écrits de la plainte formulée par la délégation du Soudan contre les neuf organisations, y compris un récapitulatif des éléments de la plainte contre chaque organisation. Le Comité a décidé de transmettre la plainte aux organisations pour solliciter une réponse écrite.

36. À sa 30<sup>e</sup> séance, le 8 septembre, le Comité a repris l'examen du point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Examen des rapports spéciaux ». Le Président a rappelé que le Comité avait transmis aux neuf organisations concernées la plainte officielle déposée par la délégation du Soudan et qu'une compilation des réponses avait été reçue et diffusée par le Secrétariat. La représentante du Soudan a rappelé la plainte déposée par sa délégation et les informations complémentaires fournies par celle-ci au Secrétariat concernant les organisations. Elle a affirmé que la plainte de sa délégation était fondée sur des preuves d'abus de droit et d'infractions financières commis par ces organisations et liés à leur financement et à leurs projets. Elle a souligné que les neuf organisations avaient violé les principes énoncés dans la résolution 1996/31 du Conseil, qui régissaient l'obtention et le maintien du statut consultatif. Elle a demandé au Comité de prendre des mesures contre les organisations concernées en recommandant le retrait de leur statut consultatif au motif du non-respect des principes et objectifs de l'Organisation des Nations Unies et de la résolution 1996/31.

37. Le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé que l'examen de cette question soit reporté au 17 septembre.

38. La représentante du Mexique a demandé à avoir accès aux éléments de preuve présentés au Secrétariat par la délégation du Soudan et a également demandé au Comité de reporter l'examen de la question afin de laisser plus de temps à sa délégation pour examiner ces informations.

39. Le représentant de l'Estonie a demandé des précisions concernant les réponses reçues par les organisations, notant que seules deux des neuf organisations contactées, à savoir Global Health Foundation (statut consultatif spécial, 2016) et Ma'arij Foundation for Peace and Development (statut consultatif spécial, 2010) avaient répondu au Comité. Il a également demandé si une organisation pouvait répondre au nom d'autres organisations, comme indiqué dans la réponse reçue de la Ma'arij Foundation for Peace and Development.



40. La représentante du Brésil a appuyé la demande des représentants des États-Unis et du Mexique tendant à reporter l'examen de la question à une date ultérieure et a demandé des détails sur la plainte communiquée au Secrétariat par la délégation du Soudan.

41. La représentante des États-Unis a noté que sept organisations n'avaient pas répondu à la communication du Comité. Notant que la barre était placée très haut s'agissant du retrait du statut consultatif, elle a suggéré que l'examen de la question soit reporté afin de donner à toutes les organisations concernées suffisamment de temps pour répondre à la plainte déposée contre elles.

42. La représentante du Pakistan a fait valoir que les organisations avaient eu suffisamment de temps pour répondre à la plainte, en soulignant qu'elle avait été introduite lors de la session ordinaire. Elle a également fait observer que les organisations avaient été radiées et a réitéré la position de sa délégation, exprimée lors de la session ordinaire, selon laquelle les organisations qui perdaient leur statut de personne morale dans leur pays d'origine n'avaient pas qualité pour agir et conserver leur statut consultatif. Elle a appuyé la demande de la délégation du Soudan concernant le retrait du statut juridique des organisations.

43. En réponse à la demande d'informations complémentaires, le Président a précisé que les éléments de la plainte avaient été exposés oralement par le Secrétariat lors de la réunion du Comité tenue le 31 août.

44. Le Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales a précisé que la communication du Comité avait été transmise aux organisations le 30 août et déclaré que si le Comité devait prendre une décision, il devrait le faire contre chaque organisation individuellement. Il a également noté que l'une des organisations, Ma'arij Foundation for Peace and Development, avait indiqué dans sa réponse au Comité que cette dernière avait été faite au nom de toutes les organisations et y avait joint un document contenant les signatures des représentants des autres organisations.

45. Le Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales a affirmé que la question de l'enregistrement des ONG au niveau national était distincte du système de statut consultatif auprès du Conseil, notant que les ONG pouvaient être présentes dans différents pays et être enregistrées dans un pays et pas dans un autre. Il a ajouté que les ONG étaient mobiles par nature et pouvaient s'établir dans différents pays, en faisant observer qu'une organisation pouvait avoir un statut juridique et être reconnu dans un pays mais pas dans un autre. Il a maintenu qu'il y avait une distinction entre les exigences nationales légales et les décisions prises par l'ONU.

46. Le Président a informé le Comité que l'examen des rapports spéciaux ne pouvait être reporté au 17 septembre, faisant valoir que le dernier jour de la session était consacré à l'examen du rapport du Comité, et a proposé que l'examen de la question soit reporté au 10 septembre. La représentante du Soudan a accepté cette proposition.

47. La représentante de la Chine a noté que le Comité avait reçu les informations requises et s'est dite favorable à la proposition de reporter l'examen de la question au 10 septembre.

48. Le représentant de Cuba a souscrit à la remarque du Secrétariat concernant l'enregistrement des ONG dans plusieurs endroits. Il a cependant argué qu'il y avait une différence entre la capacité juridique d'une organisation et sa présence effective dans un pays et affirmé qu'une organisation sans capacité juridique ne serait pas en mesure de maintenir ses relations avec l'ONU. Il s'est fait l'écho de sa délégation

qui estimait que les ONG étaient tenues d'indiquer dans le formulaire de demande le pays dans lequel elles étaient enregistrées, indépendamment des lieux dans lesquels elles avaient des activités. Il a affirmé que la radiation d'une organisation et la perte de sa capacité juridique qui en résultait auraient essentiellement un impact sur ses relations avec l'ONU. Il s'est dit préoccupé par le report de l'examen de la question au 17 septembre, notant qu'il était prévu d'adopter le rapport du Comité à la même date.

49. La représentante des États-Unis d'Amérique a maintenu que la perte de l'enregistrement au niveau national ne concordait pas avec la perte de l'accréditation auprès de l'ONU, notant que l'adoption d'une telle position entraînerait la perte de nombreuses organisations accréditées. Elle a déclaré que le processus de candidature n'exigeait pas que les organisations soient enregistrées au niveau national. Elle a souligné que le Comité n'avait pas reçu de réponses de sept organisations, ni une explication de la délégation du Soudan justifiant le retrait du statut consultatif. Elle a affirmé que le rapport du Comité pourrait être modifié pour refléter toute décision qu'il adopterait le 17 septembre et demandé que la décision de retirer le statut consultatif soit reportée afin de donner au Comité plus de temps pour recevoir et examiner toutes les informations requises avant de prendre une décision sur la question.

50. Le représentant de la Fédération de Russie a noté que la question 10 du formulaire de demande d'octroi du statut consultatif exigeait qu'une organisation indique son siège permanent tel qu'établi dans sa charte, et soutenu qu'un changement de siège permanent devrait également être signalé et reflété dans la charte de l'organisation. Il partageait les préoccupations exprimées par d'autres délégations concernant le report de l'examen de la question au 17 septembre, notant que cette date était réservée à l'adoption du rapport du Comité. Il a soutenu la proposition de reporter l'examen de la question au 10 septembre afin de permettre au Comité de présenter la version finale de son rapport au Conseil.

51. Le représentant de la Libye a déclaré que l'enregistrement des ONG était crucial car il garantissait le statut et l'intégrité financière de ces dernières. Il a réaffirmé que l'enregistrement des organisations au niveau national permettait de contrôler les activités des ONG sur le terrain. À cet égard, il a affirmé que la position du Comité devait être alignée sur la pratique des États au niveau national afin de garantir la cohérence de son action.

52. La représentante de la Turquie a rappelé que le Comité avait abordé la question de l'enregistrement au titre du point 7 de l'ordre du jour lors de sa session ordinaire de 2017 concernant les organisations qui avaient été radiées et avaient perdu leur personnalité juridique, rappelant que ce précédent avait également été évoqué lors de la session ordinaire de 2021. Elle a noté que le Comité avait en fait décidé, à l'époque, qu'une organisation qui était radiée et perdait sa personnalité juridique dans le pays dans lequel elle était enregistrée au moment de sa demande et de son accréditation, perdait également la justification de son statut consultatif, qu'elle devrait se voir retiré à la demande du pays concerné.

53. La représentante du Soudan a rappelé que sa délégation avait déposé cette plainte lors de la session ordinaire du Comité et demandé que la question soit reportée à la reprise de la session en attendant la présentation d'informations supplémentaires. Elle a réitéré que le Comité disposait de toutes les informations requises pour être en mesure de se prononcer sur la question.

54. Le Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales a signalé que la résolution 1996/31 n'exigeait pas qu'une organisation soit enregistrée auprès des autorités nationales et que les obligations d'enregistrement variaient d'un

pays à l'autre, soulignant que, dans certains contextes, cet enregistrement était effectué par des entités commerciales. Il a également indiqué que, lors de l'examen des demandes d'admission au statut consultatif, les ONG devaient fournir des preuves d'enregistrement uniquement pour prouver qu'elles existaient depuis au moins deux ans à la date de leur demande, conformément aux dispositions de la résolution. Il a en outre fait observer que les conditions d'enregistrement des organisations au niveau national variaient d'un pays à l'autre, certaines juridictions exigeant un enregistrement par des autorités commerciales ou n'en exigeant aucun. Il a maintenu que l'ONU ne pouvait pas déterminer la manière dont l'enregistrement était effectué et que le Conseil, organe créé par la Charte des Nations Unies, détenait l'autorité finale et unique sur la question de l'octroi ou du retrait du statut consultatif, indépendamment des exigences en matière d'enregistrement au niveau national. Il a noté qu'il était nécessaire que le Comité établisse des directives claires quant à une norme ou une procédure commune concernant le retrait du statut consultatif afin de traiter plusieurs questions soulevées durant les travaux du Comité. Ces directives faciliteraient le travail du Comité à cet égard, s'agissant notamment de questions telles que les critères de recevabilité des preuves de mauvaise conduite de la part des ONG requis pour justifier le retrait du statut et le contenu et le format des réponses des ONG aux plaintes déposées contre elles.

55. La représentante du Pakistan a demandé si les ONG étaient autorisées à soumettre des certificats d'enregistrement provenant de différentes juridictions et souhaité des éclaircissements sur la procédure à suivre eu égard au processus de décision du Comité. À cet égard, elle a noté qu'une fois que ce processus est engagé, la prise de décision ne peut être reportée.

56. Le représentant de Cuba a fait remarquer que les questions 9 et 10 du formulaire de demande obligent les ONG à indiquer le ou les pays où elles sont enregistrées et la nature de leur enregistrement. Il a également noté que, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil, les ONG qui demandent le statut consultatif doivent avoir un siège reconnu et a affirmé que des organisations dépourvues de personnalité juridique ne pouvaient pas fonctionner efficacement. Il a rappelé que le Comité avait établi un précédent en la matière et a mis en garde contre le fait de s'écarter de tels précédents.

57. Le représentant de la Fédération de Russie a fait observer que les organisations qui changent de nom sont tenues de fournir au Comité les documents y relatifs et demandé s'il existait des exigences similaires en cas de changement d'adresse physique ou de siège.

58. La représentante des États-Unis d'Amérique a réitéré que les exigences en matière de gouvernance et d'enregistrement différaient dans chaque juridiction, dont certaines offraient des avantages aux ONG sans exigences restrictives en matière d'enregistrement. Elle a maintenu qu'il ne devrait pas appartenir au Comité de trancher des questions liées aux juridictions nationales, conformément au principe de la souveraineté des États. Elle a réitéré sa demande de report de l'examen de la question au 17 septembre et proposé que le Comité étudie la possibilité de présenter au Conseil, par le biais d'une résolution, une décision ultérieure sur le retrait du statut consultatif après la présentation du rapport du Comité. Elle a souligné que le report de l'examen de la question donnerait aux organisations concernées un délai supplémentaire pour répondre à la plainte de la délégation du Soudan et aux États membres la possibilité d'examiner les critères spécifiques et le fondement de la demande de retrait du statut consultatif des organisations en vertu du paragraphe 57 de la résolution 1996/31.

59. La représentante du Pakistan a rappelé que l'article 59 du règlement intérieur du Conseil ne permettait pas de reporter une décision après la soumission d'une motion. Elle a réitéré le point de vue de sa délégation selon lequel les ONG doivent être enregistrées dans le pays, comme indiqué dans la résolution 1996/31, avant d'accéder aux avantages qui leur sont accordés au niveau national. Elle a également déclaré que le Comité était tenu de se prononcer sur ses décisions avant que son rapport ne soit soumis au Conseil pour suite à donner.

60. Le Secrétaire du Comité a précisé que la pratique du Comité depuis 2011 était d'adopter son rapport avant de le soumettre au Conseil pour suite à donner. Il a en outre précisé que la motion présentée au Comité était une demande de report de la décision sur la demande de recommandation de retrait du statut et qu'aucune mesure n'avait été prise concernant le retrait du statut consultatif des organisations.

61. Le représentant de la Fédération de Russie a approuvé l'explication du Secrétariat concernant les procédures d'adoption du rapport du Comité et affirmé que la structure du rapport du Comité ne pouvait pas être modifiée après son adoption par celui-ci.

62. La représentante du Pakistan a réitéré l'avis de sa délégation selon lequel une décision ne pouvait être reportée après qu'une mesure a été prise et a mis en garde contre le fait que la flexibilité de la délégation du Soudan s'agissant de reporter l'examen de la question ne devrait pas créer un nouveau précédent pour le Comité.

63. Le Président a noté qu'aucune demande de vote n'avait été présentée au Comité et précisé que celui-ci examinait la question du report de la décision sur le retrait du statut consultatif des organisations concernées en vue de parvenir à un consensus.

64. Le Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales a confirmé que certaines ONG présentaient des certificats d'enregistrement multiples dans différentes juridictions, donnant comme exemple les organisations de la diaspora, qui étaient généralement enregistrées dans le pays d'origine et dans le pays de destination. Il a également noté que les ONG déclaraient souvent être enregistrées dans différents pays. Il a souligné que l'enregistrement au niveau national variait selon les juridictions, notant qu'il était dans certains contextes effectué par des entités commerciales ou autres et non par des organes politiques ou administratifs. Il a souligné que les ONG étaient mobiles par nature et pouvaient s'établir dans plusieurs pays en même temps. Il a ajouté que le Secrétariat ne surveillait pas leurs mouvements géographiques car il n'avait ni le mandat ni les ressources nécessaires à cette fin.

65. Le représentant de l'Estonie a déclaré que la cessation de l'enregistrement d'une organisation auprès des autorités nationales ne justifiait pas en soi la suspension ou le retrait du statut consultatif de cette organisation. Il a rappelé que le paragraphe 57 de la résolution 1996/31 prévoyait trois motifs précis de retrait du statut consultatif et demandé à la délégation du Soudan de préciser les fondements de sa demande concernant les neuf organisations.

66. Le Comité a décidé de reporter au 10 septembre l'examen de la demande de recommandation du retrait du statut consultatif des neuf organisations afin de donner aux délégations le temps de se concerter et d'examiner les détails de cette demande.

67. À sa 33<sup>e</sup> séance, le 10 septembre, le Comité a repris l'examen du point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Examen des rapports spéciaux » Le représentant des États-Unis a souligné que seules deux des neuf organisations visées par la plainte de la délégation du Soudan avaient répondu à la communication du Comité, notant qu'il

se pouvait que les organisations concernées n'aient jamais reçu cette communication. Il a demandé que l'examen de la question soit reporté à la prochaine session du Comité afin que sa délégation puisse examiner la question plus avant et que les organisations concernées disposent d'un délai suffisant pour répondre à la plainte formulée à leur encontre.

68. La représentante du Soudan a rappelé que sa délégation avait présenté la plainte au titre du point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Examen des rapports spéciaux », lors de la session ordinaire de mai 2021 et avait fourni des preuves montrant que les ONG avaient violé la Charte des Nations Unies et les dispositions des alinéas a) et b) du paragraphe 57 de la résolution 1996/31. Elle a affirmé que sa délégation avait demandé le retrait du statut consultatif de ces organisations au motif qu'elles avaient mené des activités criminelles contre le Gouvernement du Soudan. Elle a maintenu que sa délégation avait fourni des raisons suffisantes pour justifier le retrait du statut consultatif des neuf organisations en présentant des informations supplémentaires au Comité. Elle a également déclaré que la plainte déposée par sa délégation et les informations complémentaires décrivant la violation de la Charte et de la résolution 1996/31 avaient été transmises aux organisations, qui avaient eu la possibilité de répondre. Elle a réitéré la demande de sa délégation concernant le retrait du statut consultatif des neuf organisations.

69. Après avoir reçu des éclaircissements du Président et du Secrétariat concernant les procédures à suivre pour l'examen de la question, le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé que l'examen de la demande de retrait du statut consultatif des neuf organisations soit reporté à la prochaine session du Comité.

70. La représentante du Soudan a demandé un vote sur la demande du représentant des États-Unis d'Amérique tendant à faire reporter l'examen de la question à la prochaine session du Comité.

71. La proposition du représentant des États-Unis d'Amérique de reporter l'examen de la demande de la représentante du Soudan que soit recommandé le retrait du statut consultatif des neuf organisations a été rejetée par un vote par appel nominal de 11 voix contre 5, avec une abstention. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient représentés et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, Grèce, Mexique

*Ont voté contre :*

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Soudan, Turquie

*Se sont abstenus :*

Israël

*Étaient absents :*

Eswatini, Libye

72. Le Comité a procédé à l'examen de la demande de la représentante du Soudan que soit recommandé le retrait du statut consultatif des neuf ONG concernées. Le représentant des États-Unis d'Amérique a appelé à un vote sur la demande de la représentante du Soudan que soit recommandé le retrait du statut consultatif des organisations.

73. La proposition du Soudan de recommander le retrait du statut consultatif de l'organisation Al-Birr & Al-Tawasul Organization (statut consultatif spécial, 2014) a été adoptée par un vote par appel nominal de 11 voix contre une, avec 5 abstentions.

Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient représentés et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Soudan, Turquie.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique

*Se sont abstenus :*

Brésil, Estonie, Grèce, Israël, Mexique

*Étaient absents :*

Eswatini, Libye

74. La proposition du Soudan de recommander le retrait du statut consultatif de l'organisation Al Zubair Charity Foundation (statut consultatif spécial, 2008) a été adoptée par un vote par appel nominal de 11 voix contre une, avec 5 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient représentés et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Soudan, Turquie.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique

*Se sont abstenus :*

Brésil, Estonie, Grèce, Israël, Mexique

*Étaient absents :*

Eswatini, Libye

75. La proposition du Soudan de recommander le retrait du statut consultatif de l'organisation Global Health Foundation (statut consultatif spécial, 2016) a été adoptée par un vote par appel nominal de 11 voix contre une, avec 5 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient représentés et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Soudan, Turquie.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique

*Se sont abstenus :*

Brésil, Estonie, Grèce, Israël, Mexique

*Étaient absents :*

Eswatini, Libye

76. La proposition du Soudan de recommander le retrait du statut consultatif de l'International Peace and Development Organization (statut consultatif spécial, 2009) a été adoptée par un vote par appel nominal de 11 voix contre une, avec 5 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient représentés et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Soudan, Turquie

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique

*Se sont abstenus :*

Brésil, Estonie, Grèce, Israël, Mexique

*Étaient absents :*

Eswatini, Libye

77. La proposition du Soudan de recommander le retrait du statut consultatif de l'organisation Ma'arij Foundation for Peace and Development (statut consultatif spécial, 2010) a été adoptée par un vote par appel nominal de 11 voix contre une, avec 5 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient représentés et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Soudan, Turquie

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique

*Se sont abstenus :*

Brésil, Estonie, Grèce, Israël, Mexique

*Étaient absents :*

Eswatini, Libye

78. La proposition du Soudan de recommander le retrait du statut consultatif de l'organisation Sanad Charity Foundation (statut consultatif spécial, 2016) a été adoptée par un vote par appel nominal de 11 voix contre une, avec 5 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient représentés et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Soudan, Turquie

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique

*Se sont abstenus :*

Brésil, Estonie, Grèce, Israël, Mexique

*Étaient absents :*

Eswatini, Libye

79. La proposition du Soudan de recommander le retrait du statut consultatif de l'organisation Society Studies Centre (statut consultatif spécial, 2008) a été adoptée par un vote par appel nominal de 11 voix contre une, avec 5 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient représentés et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Soudan, Turquie



*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique

*Se sont abstenus :*

Brésil, Estonie, Grèce, Israël, Mexique

*Étaient absents :*

Eswatini, Libye

80. La proposition du Soudan de recommander le retrait du statut consultatif de l'organisation Sudanese Women General Union (statut consultatif spécial, 2007) a été adoptée par un vote par appel nominal de 11 voix contre une, avec 5 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient représentés et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Soudan, Turquie

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique

*Se sont abstenus :*

Brésil, Estonie, Grèce, Israël, Mexique

*Étaient absents :*

Eswatini, Libye

81. La proposition du Soudan de recommander le retrait du statut consultatif de l'organisation Women Research Center (statut consultatif spécial, 2013) a été adoptée par un vote par appel nominal de 11 voix contre une, avec 5 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient représentés et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Soudan, Turquie

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique

*Se sont abstenus :*

Brésil, Estonie, Grèce, Israël, Mexique

*Étaient absents :*

Eswatini, Libye

82. La représentante du Mexique, après les neuf derniers votes, a fait une déclaration pour expliquer son vote, réaffirmant l'importance de la participation de la société civile aux travaux de l'ONU. Elle a déclaré que les organisations bénéficiant du statut consultatif devaient se conformer aux dispositions de la résolution 1996/31 du Conseil et exprimé la préoccupation de sa délégation concernant l'abus possible du statut consultatif par les neuf organisations tel qu'exposé par la délégation du Soudan. Sa délégation s'était abstenue suite à la clarification par le Secrétariat que la perte de l'enregistrement d'une organisation non gouvernementale au niveau national n'était pas suffisante pour justifier le retrait de son statut consultatif et que l'enregistrement n'était pas une condition préalable à l'obtention du statut consultatif. Elle a affirmé que la référence, au paragraphe 10 de la résolution 1996/31, à l'obligation pour les organisations demandant le statut consultatif d'avoir un siège reconnu était différente de l'obligation d'enregistrement au niveau national, et a souligné que la radiation d'une organisation au niveau



national ne devrait pas entraîner le retrait de son statut consultatif par le Conseil. Elle a rappelé que les motifs de la suspension et du retrait du statut consultatif étaient régis par le paragraphe 55 de la résolution 1996/31, dans lequel il était stipulé que le Comité peut recommander au Conseil la suspension ou le retrait du statut consultatif d'une organisation qui n'a pas satisfait aux conditions prévues dans la résolution pour bénéficier de ce statut; et par le paragraphe 57, dans lequel sont exposés les motifs spécifiques de suspension et de retrait du statut consultatif des ONG. À cet égard, la représentante du Mexique a fait valoir qu'il était essentiel de justifier les motifs d'une motion de retrait conformément aux dispositions du paragraphe 57.

83. La représentante du Mexique a également expliqué que sa délégation s'était abstenue parce qu'elle était convaincue que des motifs suffisants pour le retrait du statut consultatif des neuf organisations n'avaient pas été établis et qu'elle ne disposait pas des éléments nécessaires pour décider du retrait du statut consultatif des ONG en question. À cet égard, elle a souligné qu'aucune preuve documentaire n'avait été présentée au Comité pour démontrer que les organisations avaient commis les violations spécifiques décrites aux paragraphes 55 et 57 de la résolution 1996/31. Elle a en outre affirmé que les dispositions du paragraphe 56 de la résolution n'avaient pas été respectées puisque sept des organisations concernées n'avaient pas répondu aux questions posées par le Comité, notant que l'une d'elles avait indiqué dans sa réponse au nom desdites organisations que celles-ci n'avaient pas pu répondre du fait qu'elles avaient été empêchées d'accéder à leurs bureaux et au matériel nécessaire à cette fin. Elle a réaffirmé l'engagement de sa délégation à assurer le strict respect de la résolution 1996/31 dans le but de promouvoir une plus grande pluralité, la transparence et la participation de la société civile aux travaux du Conseil.

84. Après le vote, le représentant des États-Unis d'Amérique a expliqué son vote, affirmant le ferme soutien de sa délégation à la participation de la société civile au système des Nations Unies. Il a exprimé l'engagement de longue date de sa délégation en faveur de la protection de l'espace civique à l'ONU en préconisant l'application de procédures claires et transparentes qui permettent la participation des organisations de la société civile et le retrait de leur statut consultatif. Il a en outre déclaré que, bien qu'elle soit consciente des efforts déployés par le Gouvernement soudanais pour faire disparaître les institutions corrompues liées au régime précédent et les soutienne, sa délégation ne pensait pas que des preuves suffisantes aient été fournies pour justifier le retrait du statut consultatif des organisations concernées conformément aux dispositions des paragraphes 55 et 57 de la résolution 1996/31 du Conseil. Il a indiqué que sa délégation avait demandé un report de la décision sur la question jusqu'à la prochaine session du Comité afin de donner aux organisations accréditées accusées de ne pas respecter les principes énoncés dans la résolution 1996/31 suffisamment de temps pour répondre à ces accusations ainsi qu'aux questions du Comité, et pour donner aux membres de ce dernier suffisamment de temps pour examiner les réponses avec diligence. Il a conclu en déclarant que sa délégation ne pouvait pas appuyer la demande présentée par la représentante du Soudan sans preuves supplémentaires des allégations formulées contre les organisations.

85. Le représentant de l'Estonie a réaffirmé le ferme attachement de sa délégation à la société civile et déclaré qu'elle s'était abstenue au moment du vote du fait qu'un changement ou une radiation ne pouvait pas être un motif justifiant directement le retrait du statut consultatif. Cette situation ne pouvait pas constituer un précédent. Le représentant de l'Estonie a noté qu'il était nécessaire de disposer d'éléments de preuve irréfutables aux fins de l'application du paragraphe 57 et de ses alinéas a) ou b) de la résolution 1996/31 du Conseil. Il a également fait

remarquer que le Comité disposait d'un temps très limité pour examiner la question compte tenu des informations reçues.

## **VI. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2022 du Comité**

86. À sa 34<sup>e</sup> séance, le 10 septembre, le Comité a examiné le point 9 de l'ordre du jour, intitulé « Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2022 du Comité ». Pour ce faire, il était saisi du projet d'ordre du jour provisoire de sa session de 2022 (E/C.2/2021/L.1).

87. À la même séance, le Comité a décidé de recommander au Conseil les dates ci-après pour ses sessions de 2022 : du 24 janvier au 2 février et le 14 février pour la session ordinaire, et du 17 au 25 mai et le 7 juin pour la reprise de sa session.

## **VII. Organisation de la session**

### **A. Ouverture et durée de la session**

88. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu la reprise de sa session de 2021 du 30 août au 10 septembre et le 17 septembre. Il a tenu 19 séances.

89. La session a été ouverte par le Président de la session de 2021 du Comité, Mohamed Sallam (Soudan), qui a noté que le Comité était saisi d'un grand nombre de demandes et de rapports quadriennaux ; il a souligné en particulier le nombre croissant de demandes reportées des sessions précédentes, en partie en raison de l'augmentation de la charge de travail du Comité et de l'impossibilité d'effectuer un deuxième examen des demandes reportées ces dernières années. Il a également rappelé que la session du Comité avait été prolongée à titre exceptionnel par le Conseil et qu'un total de 19 séances avait été réservé pour la reprise de la session. Il a encouragé le Comité à profiter de ce délai supplémentaire pour s'acquitter rapidement de son importante charge de travail.

90. La représentante du Mexique a souligné l'importance de la participation des organisations de la société civile aux travaux du Conseil, de ses organes subsidiaires et des instances intergouvernementales, notant que les contributions de ces organisations étaient essentielles à l'aboutissement des efforts déployés par les Nations Unies pour trouver et mettre en œuvre des solutions innovantes à des défis mondiaux complexes. Affirmant que les mesures mises en œuvre dans le monde entier pour atténuer le risque d'infection avaient affecté de manière disproportionnée le travail des ONG, elle a souligné qu'il ne fallait pas que les préoccupations liées à la pandémie de COVID-19 compromettent la participation des organisations de la société civile aux activités des Nations Unies à un moment où leur apport était le plus essentiel, et elle a exhorté le Comité à faciliter leur participation. Elle a rappelé les discussions en cours au sein du Comité concernant la possibilité d'intégrer un élément hybride au volet questions-réponses de ses séances avec les ONG et a réitéré le point de vue de sa délégation selon lequel les représentantes et représentants des ONG devraient être autorisés à participer à distance aux débats interactifs. Elle a souligné que la participation à distance était indispensable pour les organisations dont les représentants ne pouvaient pas se rendre à New York et a réaffirmé la volonté de sa délégation de garantir l'équité de traitement de toutes les organisations demandant l'admission au statut consultatif. Elle a demandé au Président de faciliter la suite des discussions sur la question en vue de mettre la proposition en œuvre au cours de la session ordinaire de 2022, si le

Comité en décidait ainsi, faisant remarquer qu'il y avait de nombreux exemples de cas dans lesquels l'Organisation des Nations Unies avaient efficacement exploité les outils numériques dans des circonstances similaires.

91. Le représentant des États-Unis d'Amérique a déclaré que la pandémie de COVID-19 avait renforcé le rôle vital des organisations de la société civile, dont les observations recueillies sur le terrain fournissent des informations et des perspectives critiques pour faire avancer l'action des Nations Unies. Il a réaffirmé l'engagement de sa délégation à promouvoir la présence de la société civile au sein des Nations Unies et à collaborer avec le Comité pour faire en sorte que les travaux de ce dernier soient ouverts, transparents et accessibles à la société civile du monde entier. Il a souligné qu'il l'importe de protéger l'espace civique au sein des Nations Unies afin de garantir un environnement propice aux voix de la société civile, de demander des comptes aux pouvoirs publics et d'inciter la communauté internationale à faire mieux. Il a exhorté le Comité à mener ses travaux de manière efficace afin de rattraper le retard accumulé, qui était exacerbé par le fait que le Comité ne s'était pas réuni en 2020. Il s'est dit préoccupé par la pratique du Comité consistant à reporter l'examen des rapports quadriennaux des ONG, notant que les rapports de plusieurs ONG étaient en attente devant le Comité depuis de nombreuses années, ce qui alourdissait la charge pour ces organisations, en plus de ralentir les travaux du Comité. Il s'est en outre déclaré préoccupé par l'utilisation abusive par certains membres du Comité de la procédure dite « d'approbation tacite » pour politiser les demandes des ONG et a exprimé l'espoir que le Comité respecterait les critères de recours à cette procédure, tels qu'ils sont énoncés dans la résolution 1996/31. Il a également rappelé la responsabilité collective du Comité s'agissant d'accroître la participation de la société civile dans l'ensemble du système des Nations Unies et a réaffirmé l'engagement de sa délégation à faire en sorte que le Comité et l'Organisation des Nations Unies soient plus accessibles aux organisations de la société civile.

92. Le représentant de l'Estonie a exprimé le soutien ferme de sa délégation à la participation des organisations de la société civile aux travaux de l'Organisation et à la possibilité qui leur était donnée de faire entendre leur voix dans le système des Nations Unies, notant que la diversité de leurs points de vue, de leur expérience et de leurs moyens est cruciale pour aider l'ONU à atteindre ses buts et objectifs. Il a réitéré que sa délégation était préoccupée par le manque persistant de transparence, d'objectivité et d'efficacité du système d'accréditation et a déclaré que le Comité pouvait mieux faire pour remplir son mandat. À cet égard, il a noté que les méthodes de travail du Comité ne devraient pas entraîner de retards répétés et injustifiés dans l'examen des demandes ni être utilisées comme un obstacle insurmontable, et il a encouragé le Comité à respecter les principes énoncés dans la résolution 1996/31. Il a en outre souligné l'importance de l'interaction du Comité avec les ONG en tant qu'élément essentiel et bénéfique de son travail et a convenu que le Comité devrait explorer toutes les options pour faciliter la participation des ONG de toutes les régions du monde à ses séances, y compris par le biais des outils numériques à sa disposition.

93. La représentante du Brésil a affirmé l'importance de la participation de la société civile pour soutenir le travail des Nations Unies et des États Membres, notant que le Comité avait un rôle clé à jouer dans le renforcement de ce soutien par son examen des demandes d'admission au statut consultatif. Elle a noté que la résolution 1996/31 fournissait des lignes directrices et un cadre formel pour garantir la participation authentique des ONG au système des Nations Unies et a réaffirmé l'avis de sa délégation selon lequel les recommandations du Comité concernant l'octroi du statut consultatif devrait être guidé par des critères transparents et objectifs afin de renforcer et d'élargir la participation de la société civile aux

travaux des Nations Unies. Soulignant les effets de la pandémie de COVID-19 sur les travaux du Comité, elle s'est félicitée de la reprise des sessions de celui-ci et a salué les efforts qu'il avait déployés pour éliminer le retard dans le traitement des demandes qui s'étaient accumulées du fait de la pandémie.

94. Le représentant de la Grèce a affirmé l'apport important des ONG aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, notant que leur action contribuait à promouvoir les objectifs des Nations Unies en fournissant, à partir de leur expérience sur le terrain, des informations essentielles pour nourrir et compléter l'action de l'Organisation. Il a souligné que la participation de la société civile aux travaux de l'ONU était la concrétisation de l'aspiration commune à rendre l'ONU plus démocratique en associant véritablement les populations à ses travaux, comme le prévoit la Charte. Il a exprimé le désir de sa délégation de collaborer avec les membres du Comité à la recherche de nouveaux moyens de faciliter la participation des ONG, compte tenu des outils technologiques utilisés et des enseignements tirés de la pandémie, observant qu'il incombe au Comité de favoriser la participation des ONG aux activités des Nations Unies.

95. La représentante du Pakistan a affirmé que sa délégation soutient la participation des ONG aux activités et mécanismes des Nations Unies, conformément aux buts et principes de la Charte et aux modalités énoncées dans la résolution 1996/31. Elle a en outre réaffirmé que sa délégation soutenait fermement et appréciait la contribution des ONG à l'aide apportée à des millions de personnes dans le monde pendant la pandémie de COVID-19 et entendait apporter son concours à la communauté des ONG, conformément aux politiques établies. Elle a salué les efforts du Secrétariat, qui avait veillé à ce qu'un nombre sans précédent de demandes soit soumis au Comité pendant sa session ordinaire, malgré les difficultés techniques rencontrées. Elle se félicitait des discussions sur les méthodes de travail du Comité concernant l'imposition d'un délai pour la réception des réponses des ONG aux questions du Comité et se réjouissait à la perspective de travailler avec le Comité pour parvenir à un consensus à ce sujet.

96. La représentante de la Chine a exprimé la reconnaissance et l'appui de sa délégation à l'égard du rôle des ONG et a noté que l'action du Comité était guidée par l'objectivité et l'impartialité. Elle a déclaré que les demandes d'admission au statut consultatif devaient être alignées sur la résolution 1996/31 et a souligné que le Comité était tenu de s'assurer que les demandes dont il était saisi étaient conformes aux exigences énoncées dans cette résolution. Elle a rappelé que plus de 5 000 organisations étaient dotées du statut consultatif auprès du Conseil et que chaque année, l'octroi de ce statut à de nombreuses organisations était recommandé. Elle a salué l'efficacité du Comité s'agissant d'examiner les demandes d'admission au statut consultatif, notamment lors de sa session ordinaire de mai 2021, au cours de laquelle il avait examiné un nombre record de demandes. Elle appuyait la proposition faite par la représentante du Pakistan concernant la nécessité de fixer un délai pour la réception des réponses des ONG aux questions du Comité avant les sessions de ce dernier et a réitéré l'intention de sa délégation de se conformer aux dispositions de la résolution 1996/31.

97. L'observateur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a noté le rôle crucial que les organisations de la société civile jouent dans l'action de l'ONU en contribuant à assurer son rayonnement sur le terrain, en fonction de leur expérience et de leurs points de vue particuliers sur les questions abordées. Il a réaffirmé la volonté de sa délégation de défendre la société civile partout dans le monde, notamment dans l'ensemble des activités de l'ONU. Il a évoqué les efforts de sa délégation à cet égard, rappelant qu'elle avait été à l'origine, pour la deuxième année consécutive, d'une déclaration commune interrégionale de 75 États, dans le

cadre de la Troisième Commission, condamnant les représailles contre la société civile, et qu'elle avait invité les organisations de la société civile à faire un exposé au Conseil de sécurité à cinq séances pendant sa présidence du Conseil. Notant les contextes difficiles dans lesquels les ONG opèrent, notamment du fait des contraintes et des restrictions qui leur sont imposées, il a souligné que le Comité devrait veiller à ce que les Nations Unies ne constituent pas un tel contexte. Il a souligné que les trois quarts des 54 demandes d'ONG dont l'examen avait été reporté par le Comité pendant huit sessions ou plus sont des organisations de défense des droits humains. Citant des données indiquant que l'examen des demandes des organisations de défense des droits humains était 66 % plus susceptible d'être reporté que celui des demandes émanant d'ONG non liées aux droits humains, il a fait valoir que le rôle du Comité était de faciliter l'accès des ONG, et non de l'entraver par la bureaucratie. Il a rappelé la candidature de sa délégation au Comité pour le mandat allant de 2023 à 2026 et a affirmé que, si elle était élue, elle s'emploierait à améliorer les méthodes de travail du Comité afin de le rendre plus transparent et moins enclin à reporter arbitrairement l'examen de demandes. Il a exhorté les membres du Comité à respecter l'engagement du Secrétaire général en faveur d'un multilatéralisme inclusif, en résolvant l'arriéré des demandes en attente de manière équitable et transparente et en promouvant un espace sûr et accueillant où la société civile puisse exprimer ses points de vue.

98. Le représentant de l'Union européenne, en sa qualité d'observateur, également au nom de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Géorgie, du Liechtenstein, de la Macédoine du Nord, de Monaco, du Monténégro et de l'Ukraine, a souligné que l'examen des demandes devait être guidé par l'intérêt général et a exhorté les membres du Comité à s'abstenir d'utiliser la résolution 1996/31 pour poursuivre des objectifs nationaux ou politisés. Il a demandé instamment au Comité de mettre fin aux pratiques abusives consistant à poser aux ONG des questions répétitives et dénuées de sens et à retarder de manière injustifiée le traitement des demandes, ce qui affecte de manière disproportionnée les ONG travaillant sur des questions spécifiques, notamment les droits humains. Il a déclaré qu'une telle pratique ternissait la réputation du Comité. Il s'est dit préoccupé par le nombre important d'ONG qui demandent l'admission au statut consultatif et qui sont affiliées à des gouvernements. Il a réitéré la demande faite par sa délégation au Comité invitant ce dernier à envisager la possibilité de permettre aux représentants des ONG de participer à distance à la séance interactive de questions-réponses du Comité afin de faciliter la participation des organisations de toutes les régions du monde. Notant le nombre record de 650 demandes dont l'examen avait été reporté et qui étaient en attente de traitement par le Comité, il a affirmé que rien ne justifiait le fait de reporter une nouvelle fois l'examen des demandes en attente de traitement depuis très longtemps. Il a cité en exemple les demandes présentées par les organisations Non C'è Pace Senza Giustizia, Associazione Luca Coscioni per la Libertà di Ricerca Scientifica, Dr. Denis Mukwege Foundation, Inimõiguste Instituut et International Dalit Solidarity Network. Il a demandé aux membres du Conseil économique et social d'améliorer les règles régissant le fonctionnement du Comité de manière à accroître la transparence, l'inclusion et l'obligation de rendre compte, notamment en limitant les reports d'examen, en mettant en place une procédure de réexamen des reports ou des refus arbitraires ou erronés et en limitant le nombre de mandats successifs des membres du Comité. Il a invité les membres du Conseil à voter pour des candidats ayant un bilan positif en matière d'accès et de participation de la société civile aux Nations Unies pour la période 2023-2026 et a réitéré l'appel de sa délégation pour que le Comité organise des consultations avec les ONG sur le fonctionnement du Comité.

99. Lors de la 34<sup>e</sup> séance, le 10 septembre, le représentant des États-Unis d'Amérique a remercié les membres du Comité, le Secrétariat et les représentants de la société civile qui avaient participé aux travaux du Comité en personne ou en ligne pour leurs efforts et leur engagement, en pleine pandémie de COVID-19, pendant la session. Il a remercié le Secrétariat de son travail assidu, qui a facilité l'examen par le Comité d'un nombre élevé de demandes nouvelles et reportées émanant d'ONG du monde entier, ainsi que de rapports quadriennaux nouveaux et reportés. Il a en outre salué l'engagement continu du Secrétariat à garantir que les demandes d'accréditation d'organisations de la société civile soient examinées en toute équité. Il a réitéré la volonté des États-Unis de promouvoir la participation de la société civile aux Nations Unies et se réjouissait à la perspective de travailler avec les membres du Comité pour garantir la transparence des travaux de ce dernier et faire en sorte que les Nations Unies restent un environnement accueillant pour les voix de la société civile. Il s'est dit préoccupé par la politisation dangereuse du processus de traitement des demandes des ONG et a exhorté les membres à respecter les critères énoncés dans la résolution 1996/31 lorsqu'il s'agissait d'invoquer le principe d'approbation tacite pour accorder le statut consultatif aux ONG.

100. Il a déploré qu'une fois de plus, tout au long de la session, le Comité ait constaté la pratique inquiétante de certaines délégations consistant à poser aux ONG des questions qui n'avaient pas trait aux conditions d'obtention du statut consultatif telles qu'énoncées dans la résolution 1996/31, notant que cela portait atteinte aux droits humains et aux libertés fondamentales consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il a rappelé aux membres du Comité que le monde entier suit les travaux du Comité et que les membres ont la responsabilité collective de favoriser et de préserver, au sein du système des Nations Unies, un environnement inclusif dans lequel les représentants de la société civile du monde entier sont les bienvenus et peuvent partager leurs points de vue, comme l'a prescrit le Conseil. Il a exhorté les membres à faire mieux collectivement pour remplir ce mandat. Il a réaffirmé que les États-Unis étaient fermement engagés à faire avancer les travaux du Comité et que le pays gardait l'espoir que le Comité puisse améliorer ses méthodes de travail de manière à en assurer la transparence et à promouvoir un environnement inclusif et propice à la participation de la société civile aux Nations Unies. Il a souligné le rôle essentiel des organisations de la société civile dans les travaux des Nations Unies et a rappelé que la résolution 1996/31 énonçait les principes sur lesquels devait reposer leur participation. Il a en outre fait valoir que les décisions concernant l'octroi du statut consultatif devaient être conformes à cette résolution et viser à garantir que les ONG exprimant des éléments importants de l'opinion publique aient voix au chapitre aux Nations Unies, quelle que soit cette opinion. Il a réitéré son appel aux membres du Comité demandant qu'ils s'engagent à nouveau à faire en sorte que le Comité et les Nations Unies soient plus accessibles aux organisations de la société civile et se réjouissait de travailler à l'amélioration de la méthode.

101. La représentante du Pakistan a salué l'apport constructif des membres du Comité et a remercié les représentants des ONG qui assistaient à la session malgré la pandémie de COVID-19. Elle a également rendu hommage au Président pour la compétence avec laquelle il avait mené les travaux de la session et aux représentants du Secrétariat pour leur soutien tout au long de la session.

102. La représentante de la Turquie a remercié le Président, le Vice-président, le Secrétariat et les représentants des ONG qui étaient en relation avec le Comité. Elle se félicitait que la prolongation de la session ordinaire et de la reprise de la session en 2021 ait permis au Comité de mener à bien l'ensemble de son programme de travail et de procéder à un deuxième examen de toutes les demandes. Elle a salué



tout particulièrement le brio avec lequel le Président a dirigé les travaux du Comité au cours des trois dernières années.

103. Le représentant d'Israël a remercié le Président pour son leadership et les représentants du Secrétariat pour leur soutien. Il a souligné que les sessions du Comité devenaient de plus en plus exigeantes, étant donné le nombre élevé d'ONG demandant l'admission au statut consultatif. Cela témoignait d'une augmentation encourageante de la participation de la société civile aux travaux des Nations Unies, mais en mettant en évidence les préoccupations liées aux méthodes de travail du Comité. Il a fait valoir que ces préoccupations devraient être abordées dans un cadre informel pour permettre de trouver des solutions et de faire en sorte que les progrès réalisés lors de la session puissent être maintenus.

104. Le Président du Comité a rappelé qu'en pleine pandémie de COVID-19, le Comité n'a pas pu tenir la reprise de sa session de 2020 comme prévu et qu'il a dû s'en tenir à une demi-journée afin de reprendre la liste des ONG ayant des rapports quadriennaux en souffrance et de réadmettre les organisations dont le statut était suspendu. Il a noté qu'à l'époque, le Comité n'était pas certain de sa capacité à absorber l'accumulation de demandes nouvelles et reportées, ce qui créait une situation difficile pour le Comité. Le Président a souligné sa satisfaction de voir qu'un an plus tard, le Comité avait été à la hauteur du défi, rappelant qu'à sa session ordinaire et à la reprise de sa session de 2021, le Comité avait examiné 780 nouvelles demandes et plus de 600 demandes reportées, recommandé l'admission au statut consultatif de plus de 700 organisations et examiné près de 1 000 rapports quadriennaux. Il a déclaré que ces records sans précédent étaient d'autant plus impressionnants qu'ils avaient été établis à un moment où les travaux des organes intergouvernementaux continuaient d'être perturbés par la pandémie. Il a fait valoir qu'un tel résultat n'aurait pas été possible sans la collaboration exemplaire des membres du Bureau des sessions de 2020 et 2021. Il a également remercié tous les membres du Comité pour la capacité d'adaptation et l'esprit constructif dont ils avaient fait preuve, soulignant l'ambitieux programme de travail et le calendrier exigeant des réunions adopté par le Comité pour la session. Il a en outre déclaré que, d'une certaine manière, le Comité avait remporté une victoire contre la pandémie. Il a exprimé sa reconnaissance au Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales pour le soutien exemplaire apporté au Comité et à la communauté des ONG dans un contexte éprouvant. Il a également remercié le Secrétaire du Comité et son équipe pour leur apport remarquable à l'organisation des services de conférence et le service de la session du Comité, assuré dans des circonstances difficiles.

105. Le Président du Comité a noté que la session ordinaire et la reprise de la session de 2021 ont été marquées par un certain nombre d'améliorations des méthodes de travail du Comité, notamment l'examen rapide des demandes (nouvelles ou reportées) et leur répartition entre les listes 1 et 2 bien avant les sessions, ainsi que par le rythme de travail plus soutenu tout au long des sessions, qui a permis un deuxième examen de toutes les demandes. Il a noté que le Comité avait eu des échanges avec 17 représentants d'ONG pendant la reprise de la session, malgré l'accès restreint au complexe du Siège, et a remercié les organisations d'avoir dialogué avec le Comité. Il a souligné que le Comité devrait tirer parti de ces améliorations lors des prochaines sessions afin de maintenir le rythme soutenu que le nombre croissant d'ONG demandant l'admission au statut consultatif auprès du Conseil continue d'imposer. Le Président a noté qu'au cours de la session, le débat avait porté sur les améliorations à apporter à plusieurs aspects des méthodes de travail des comités ; il avait notamment été question de la faisabilité d'une séance virtuelle de questions-réponses avec les ONG demandant l'admission au statut, d'un délai permettant au comité d'examiner efficacement les réponses

fournies par les ONG aux questions posées par le Comité, et de la norme à adopter par le Comité pour l'examen de plaintes déposées contre les ONG dotées du statut consultatif. Il a déclaré que le Comité devrait poursuivre l'examen de ces questions, dans un cadre informel, afin de continuer à améliorer ses méthodes de travail.

## **B. Participation**

106. Dix-huit membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les observateurs d'États non-membres, les représentants d'organismes des Nations Unies et les observateurs d'organisations non gouvernementales y ont également pris part. La liste des participants sera publiée sous la cote [E/C.2/2021/INF/2](#).

107. À la reprise de sa session de 2021, le Comité a entendu 17 représentants d'organisations non gouvernementales, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements supplémentaires fournis par les représentants ont facilité le débat et aidé le Comité à se prononcer.

## **C. Élection du Bureau**

108. Pour la reprise de la session, la composition du Bureau du Comité est la suivante : M. Mohamed Sallam (Soudan), Président, et M. Michael Baror (Israël), Vice-Président et Rapporteur.

## **D. Ordre du jour**

109. L'ordre du jour ([E/C.2/2021/1](#)) de la session ordinaire de 2021 et de sa reprise se lit comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
  - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
  - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement ;
  - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil :
  - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l'examen a été reporté ;
  - b) Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales.



6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
  - a) Processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales ;
  - b) Questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
  - c) Questions connexes diverses.
7. Rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2022 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité sur sa session de 2021.

### **VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de la reprise de sa session de 2021**

110. À sa 34<sup>e</sup> séance, le 10 septembre, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé le Rapporteur à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres, selon qu'il conviendrait, afin qu'il soit présenté au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne la suite voulue.
  111. À sa 35<sup>e</sup> séance, le 17 septembre, le Comité a adopté le présent rapport.
-